PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 101 *MAI 2021*

22 MAI POURSUIVONS LA LUTTE DE NOS ANCÊTRES POUR LA LIBERTÉ, POUR L'INDÉPENDANCE DE NOTRE PATRIE.

FACE AU GÉNOCIDE PROGRAMMÉ : RÉVEILLEZ-VOUS !

NAPOLEON : CE TYRAN CRIMINEL RACISTE

ELECTIONS CTM : PA VOTÉ !

PALESTINE : ISRAËL PERPÉTUE LE MASSACRE

bayalé

APRÈS LE TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION ANTIESCLAVAVISTE DU 22 MAI 1848
SE BATTRE POUR LA LIBERTÉ ET LA DIGNITÉ !

Il y a 173 ans, les esclaves martiniquais, avec le soutien d'une partie des « hommes de couleur libres », contre l'État colonial français et contre la caste esclavagiste, brisaient leurs chaines par leur propre combat et leur propre volonté.

Il mettait fin à un système inhumain instauré dès 1635 quand la France prit possession, par la force et la violence de la Martinique. Système légalisé avec le Code Noir de 1685.

Ce combat est le fruit du combat de nos ancêtres.

Pendant un siècle, l'état colonial avec son école, son histoire officielle et ses soutiens politiques a camouflé et caché cette vérité historique au peuple martiniquais. Il a fallu le combat courageux des communistes et des patriotes martiniquais pour que le 22 mai soit connu et devienne un jour férié.

Après avoir libéré la femme et l'homme martiniquais.e pour les faire devenir de faux citoyens français, il reste à libérer le peuple martiniquais du joug et des chaines du colonialisme français pour que notre pays devienne majeur et maître de son destin.

Les problématiques d'hier restent celles d'aujourd'hui.

Les adversaires sont les mêmes, un état colonial ségrégationniste et raciste, omnipotent avec son armée, ses fonctionnaires, ainsi qu'une caste béké dominant l'économie du pays.

Les arguments sont les mêmes :les martiniquais ne seraient pas aptes à être indépendants comme hier les esclaves n'étaient pas capables d'affronter la liberté.

La revendication est la même, celle de la liberté et de la dignité.

Les affres à combattre sont les mêmes : l'injustice, l'inégalité, la dépendance alimentaire, l'aliénation, la répression.

Cette lutte de la libération collective aboutira quand une majorité de martiniquais sera à même de se battre pour l'arracher. Ce ne sera jamais un cadeau qui nous sera fait mais toujours une victoire à conquérir.

Cela passe donc par un combat frontal contre le colonialisme, ses alliés et la caste des dominants. Il s'agit de montrer les contradictions sociales et de les aiguiser pour qu'elles éclatent !

Il n'y a pas d'autre voie.

On nous parle de paix et d'unité.

Il ne peut y avoir de paix et d'unité dans un océan d'injustices et d'inégalités que les adversaires veulent à tout prix maintenir!

Nous sommes résolus contre un unanimisme de façade visant en réalité à conserver en l'état cette société qui doit être détruite.

Dans le cadre de ce combat fondamental, les élections à la CTM sont un leurre sans effet positif sur la situation politique et sociale de notre peuple.

Les politiciens, en crise d'ego et à la recherche de hochets, qui font croire qu'ils possèdent dans le cadre colonial une solution à la crise de notre pays sont de dangereux porteurs d'illusions sinon de mensonges.

Participer à des élections qui ne changeront rien quel que soit le vainqueur de ce carnaval est une fantaisie dont il faut se passer.

Pour honorer le combat de nos ancêtres, pour suivre leur exemple, pour en terminer avec les chaines qui sont encore dans nos têtes, pour développer les luttes contre l'empoisonnement, pour une société martiniquaise débarrassée des injustices et des inégalités, seule la lutte résolue contre le colonialisme et la caste béké peut payer.

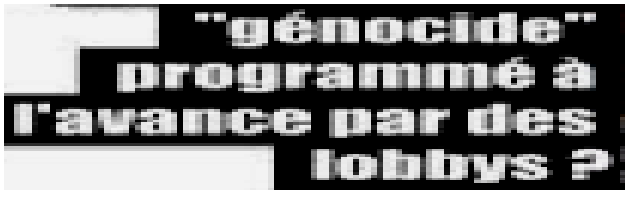
DES MÉDECINS LE CONSTATENT :
NOUS SOMMES FACE À UN GÉNOCIDE PROGRAMMÉ DE NOTRE PEUPLE.

Le principal danger qui menace la survie même de notre peuple ne trouble guère « nos » politiciens avides de places, de postes qui en ordre de bataille s'apprêtent à occuper les strapontins de l'assemblée croupion qu'est la CTM. Heureusement des martiniquais.es conscient.es nous alertent sur le génocide de notre peuple qui est bel et bien en marche.

C'est le cas des médecins de l'AMSES (Association médicale de sauvegarde de l'environnement et de la santé) qui ont récemment tenu une conférence de presse pour alerter sur la gravité de la situation sanitaire dans notre pays et surtout l'extermination programmée de notre peuple. Mme JOS PELAGE présidente de cette association de médecins est claire :« ***NOUS SOMMES FACE À UN GÉNOCIDE PROGRAMMÉ*** »

La dégradation de la situation sanitaire inquiète à juste titre les médecins qui constatent le développement accéléré de pathologies (multiplication des cancers affectant une population de plus en plus jeune, infertilité féminine et masculine s'amplifiant depuis des années, augmentation des cas d'asthme, de diabète, d'insuffisance rénale…) se sont penchés sur l'impact du chlordécone. Comme si l'utilisation massive de ce poison ne suffisait pas, l'état français par l'intermédiaire de ses préfets gouverneurs avait autorisé l'épandage de fongicides .

Alors que le Président de la République s'acharne à répéter que le lien entre l'augmentation des cancers de la prostate et le chlordécone n'est pas établi, les médecins constatent que ce type de cancer est en constante augmentation. Quand auparavant il représentait 10 à 15% de la mortalité ilest aujourd'hui de 25%. Soit deux fois plus qu'en France. Sans doute l'effet du hasard…



Pire encore les études établissent que la modification des ovules et des spermatozoïdes conduisent à un risque de transmission de cancer à la descendance des personnes contaminées. Ainsi plusieurs générations sont affectées. L'empoisonnement est donc un crime qui se poursuit dans le temps. Comment dans ces conditions ose-t-on évoquer la prescription ?

La situation s'aggrave du fait que le gouvernement colonialiste français ne considère pas que l'objectif zéro chlordécone zéro pesticide dans les aliments que nous consommons n'est pas urgence absolue. Il continue en effet à admettre des limites maximales de résidus (LMR) de chlordécone dans les aliments que nous consommons.

Tant que les organismes déjà contaminés continueront à recevoir ne serait-ce qu'à petites doses (des microgrammes) les pesticides l'impact sur les générations futures perdurera.

Autrement dit le gouvernement considère que nous pouvons continuer à nous empoisonner… à petit feu.

LA MACHINE À EXTERMINER NOTRE PEUPLE EST EN MARCHE

On sait que l'émigration massive de nos jeunes est la cause première du vieillissement de notre population et de la diminution des naissances.

À cela s'ajoute la dégradation de la situation sanitaire et la baisse de l'infertilité des femmes et des hommes en lien direct avec l'empoisonnement massif de 90% de la population. De 5000 naissances par an au début de ce siècle, nous en sommes aujourd'hui à 3600.

jamais vu à la Martinique ; le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. On est bien loin du temps les gouvernements français accusaient les martiniquaises de faire « trop d'enfants »

OUVRIER(E)S AGRICOLES EMPOISONNÉ(E)S LUTTENT POUR LA RECONNAISSANCE DE LEUR EMPOISONNEMENT ET LES RÉPARATIONS.

Le samedi 27 mars le collectif des ouvrier(e)s agricoles empoisonné(e)s ont manifesté dans les rues à fort de France puis au Lamentin au bourg et au quartier Bochette. Il avait appelé à cette manifestation pour attirer l'attention de la population sur la situation tragique que vivent de nombreuses familles d'ouvrier.es agricoles victimes de l'empoisonnement avec le chlordécone et autres pesticides par les békés avec la complicité des services de L'État.

Ils entendaient dénoncer le comportement de l'État français qui ne répond pas à leurs revendications formulées très clairement dans un document qui lui a été remis.

La manifestation partie de la place des Terres Sainville y est revenue après un parcours dans le centre ville au son de Kòn Lanbi.

Puis les manifestants se sont rendus au Bourg du Lamentin à la rue du 24 Mars 1961, là où les forces armées françaises avaient tiré sur la population ce jour là, faisant 3 morts, Suzanne MARIE-CALIXTE, 24ans, Alexandre LAURENCINE, 21 ans et Édouard VALIDE 26 ans, ainsi que de nombreux blessés. Un hommage a été rendu à ces victimes de la violente répression coloniale. Après la présentation de témoignages, il fut procédé à la lecture du discours « *Sur trois tombes* » prononcé lors des obsèques des victimes, par Georges Gratiant, alors maire du Lamentin, discours pour lequel il a été traduit devant les tribunaux de l'appareil judiciaire colonial. Ce discours a déjà été publié dans les colonnes du journal « Patrigot », vous pouvez le trouver sur le site du PKLS.

La manifestation s'est prolongée au quartier Bochet haut lieu de lutte des ouvriers agricoles où il y avait une exposition réalisée par le Collectif. Les participants pouvaient se restaurer.

L'activité s'est poursuivie par la projection d'un film « Chalvet, la conquête de la dignité » et une table ronde avec des participants de divers horizons. Elle se termina par une partie culturelle au cours de laquelle des artistes ont tenu à offrir une prestation en soutien à la manifestation dont les ouvrier.es agricoles étaient au cœur, mais le sujet de l'empoisonnement concerne tout notre peuple.

Nombreux sont les martiniquais.es qui ont porté leur soutien à ce combat qui revêt un caractère majeur dans la lutte pour la reconnaissance de la situation des ouvrier.es agricoles afin d'y porter remède.

C'est un bel exemple de mobilisation qui en appelle d'autres afin d'obtenir réparation légitime du préjudice subi et qui s'inscrit dans la lutte globale contre le colonialisme pour notre respect et notre dignité.

Le PKLS apporte son soutien total à ce combat qui doit être celui de chacune, de chacun d'entre nous pour le salut de notre peuple.

DOUBOUT POU RÉPARASION !

LE PKLS ET LES ELECTIONS : DÉMOCRATIE POUR LE PEUPLE MARTINIQUAIS ET NON AU CARNAVAL DE LA CTM.

Beaucoup de personnes interpellent nos militants sur notre refus de participer aux élections. Pour elles, ne pas participer aux élections, c'est refuser la démocratie et opter pour la violence qui, pour elles, n'est pas une solution.

Tout cela n'est pas si simple.

Depuis que notre parti a été créé en 1984, nous avons refusé de participer aux élections et nous avons toujours indiqué que ce refus s'inscrit dans le cadre colonial actuel.

Cela ne signifie pas que nous sommes contre les élections. Nous considérons que ce mode de décision est un des modes de décision légitime dans le cadre d'un débat politique clair où l'objectif est de trancher entre plusieurs politiques.

L'histoire montre que les élections existent depuis les lendemains de l'abolition de l'esclavage sans qu'elles aient permis de résoudre les problèmes de la société martiniquaise.

Cela montre bien que ce n'est pas en soi une solution aux questions qui se posent.

Disons aussi que l'histoire montre que souvent les élections ont été chez nous l'objet d'immenses fraudes et que c'est même devenu un folklore.

Mais surtout, le débat porte sur la finalité des élections.

Quelle que soit l'élection qui a lieu en Martinique, cela change-t-il le quotidien ou l'avenir de la Martinique et des martiniquais-e-s ?

Un maire a un pouvoir limité et sa capacité d'intervenir est très faible.

La CTM (comme avant, le conseil général et le conseil régional) a aussi des pouvoirs très limités dont l'effet sur la vie économique et sociale de la Martinique est infinitésimal.

Les quatre députés et deux sénateurs martiniquais n'ont aucun poids réel à Paris.

La réalité est que l'essentiel des décisions qui concernent les martiniquais sont prises à Paris et à Bruxelles et sont appliquées ici par des autocrates (Préfet, Chefs de service, Procureur, etc…) qui n'ont aucun compte à rendre au peuple martiniquais.

La situation de pandémie l'a encore démontré. Marie Jeanne a eu beau gesticuler comme un petit coq, multiplier les déclarations, ce n'est pas lui qui a décidé quoi que ce soit. C'est bien le Préfet, le directeur de l'ARS qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs supérieurs à Paris.

Prenez les problèmes essentiels comme le chômage, la production locale, le contrôle de l'économie, la bétonisation des terres agricoles, le chlordécone, la pêche, l'agriculture, l'école, sur ces questions, qui a un vrai pouvoir de décisions : les maires ? les élus de la CTM ? Pas du tout ! Tout au plus, ils sont à la marge.

Nous disons donc que des élections qui n'ont pas d'effet sur l'avenir sont des leurres.

La CTM a un pouvoir et un budget limité. Elle peut faire des routes. Elle ne peut pas créer d'emplois. Elle peut financer la formation. Elle ne peut décider des programmes scolaires. Elle entretien les collèges et lycée. Elle n'a rien à dire sur le recrutement des enseignants.

La CTM est un rouage, un petit écrou de la vaste machine de l'état colonial et rien d'autre.

Vous pouvez y mettre des fascistes, des démocrates, des extrémistes, des patriotes, des pro-français, cela ne leur donnera aucun pouvoir supplémentaires à faire des routes et gérer (mal) les transports, distribuer un peu

LE PKLS ET LES ELECTIONS : DEMOCRATIE POUR LE PEUPLE MARTINIQUAIS ET NON AU CARNAVAL DE LA CTM.

d'argent à droite ou à gauche (ce qui génère de la corruption et de l'assistanat), donner des avis, répartir les fonds venant d'Europe etc…

C'est une apparence de démocratie mais fondamentalement la démocratie n'existe pas en Martinique. La démocratie est un mot d'origine grec qui signifie que le peuple (demos) a le pouvoir (kratein) de décider. Littéralement, cette démocratie n'existe pas en Martinique. Le peuple martiniquais n'est pas reconnu en tant que tel par l'Etat français. Il ne peut donc décider.

Les élections dans un cadre colonial niant l'existence du peuple dominé n'ont jamais été considérées comme des preuves de démocratie, même par les institutions de la nation dominante.

Quand le Préfet ou le Procureur français parle qu'il y a un état de droit, ils mentent et se moquent du monde. La police, l'armée ne sont pas à la disposition du peuple martiniquais mais bien des fonctionnaires français nommés par Paris pour les diriger. Même la défense civile n'est pas sous le contrôle d'élus martiniquais.

Fondamentalement, les élections en Martinique n'ont rien à voir avec la démocratie.

Certes, on peut utiliser occasionnellement les campagnes électorales pour faire passer des idées mais là aussi, on se heurte à des difficultés politiques importantes.

En effet, moins les élections ont de portée réelle, plus les combats politiciens de personnes prennent le dessus. Marie Jeanne, Letchimy, Nilor, Monplaisir, tous savent que leur capacité d'action sont limitées ; ils n'ont donc aucun programme particulier pouvant se distinguer de l'autre. Ils n'ont comme recours que de partir dans des guerres de personnes et d'égo.

Voici d'ailleurs pourquoi on assiste à ce spectacle désolant de la courses aux places où celui qui était à gauche hier passe à droite (ou inversement) pour garder son petit mandat.

Marie Jeanne s'est proclamé en 2016 président des martiniquais. Il s'est fait plaisir car il n'a aucun pouvoir sérieux sur l'avenir des martiniquais, même dans son palais de Plateau Roy.

Il ne doit pas s'agir de dépenser une énergie pour mettre l'un ou l'autre à la place de Tartapion ou Truchmuch. Cela n'a pas de sens car c'est toujours l'état colonial qui décide et gère la Martinique.

Il faut se battre pour que les élections aient une vraie signification en Martinique, autrement dit qu'au travers de ces scrutins, les martiniquais choisissent des femmes et des hommes qui sont responsables devant lui et décident de ce qui se passe en Martinique.

Pour le moment, ce n'est pas le cas et nous refusons de participer à ce qui est le contraire de la démocratie.

Quant à la violence, elle apparait quand les peuples ou les classes opprimées n'ont pas d'autres moyens de faire avancer leur destin.

Depuis 1984, date de création du PKLS, nous l'avons écrit dans notre Manifeste, la violence est un moyen de conscientisation et de lutte.

Nous dénions le droit aux oppresseurs de décider de ce qui est bon ou mauvais pour notre peuple. Nos « papas blancs » doivent se rendre à l'évidence : ki yo lé, ki yo pa lé, nou ké goumen pou pep Matinik trapé dwa'y !

Nous sommes pour de vraies élections, une vraie démocratie qui reconnait l'existence de notre peuple.

Pour le reste, Awa, contre le carnaval des petits et autres batraciens !

GOUVELMAN SENT-LISI MÉTÉ LANG KRÉYOL LÉKOL KON LANG OFISIEL POU LARANTRÉ 2021 TOUPATOU.

Délè nou ka tann moun palé di « ti péyi », « gran péyi », sa ka dépann sa ou désidé mété douvan kon kantité tè, kantité moun, lékonomi, riches anba tè, lasanté, lapolitik, laliwonnaj, espò épi chanpion, mizik, sinéma, matjè épi dot…

Adan bannzil Lakarayib, toupré Matinik ni péyi Sent-Lisi, éti an 1992 yo palé di'y anpil toupatou oliwon latè, sé pas ni an gran matjè sentlisien, misié Dérek WALCOTT ki risivrè sa yo kriyé « Pri Nobel Litérati », sé dézièm neg yo gloriyé apré Wole Soyinka ki sé an nijérien, kidonk moun pé di an manniè Sent-Lisi sé an gran péyi.

Sent-Lisi pou Matinik sé apenn 33 tjilomet, lè ou Sentàn ou pé wè Sent-Lisi lè tan-an bel, istwè Sent-Lisi ka sanm ta Matinik épi ta anlo dot péyi Lakarayib .

Fok sav kolonizatè anglé épi fwansé goumen pliziè fwa yonn kont lot pou té otjipé Sent-Lisi, épi tout kalté vakabonnajri nou sav, an finaldikont sé Langlitè ki rété la jistan péyi-a rivé endépandan an févriyé 1814.

Andidan sa ka kolé Sent-Lisi ek Matinik ni zafè lang-lan é si jòdi ni anpil manmay Matinik ka alé toulong Sent-Lisi sé pas yo ka rivé bokanté épi konprann kò yo é sa bel toubannman.

Sent-Lisi ka rikonnet lang kréyol-la kon primié lang péyi-a mé lékol ek dot koté kon adan ladministrasion sé lang anglé ki douvan kon Matinik sé fransé yo mété douvan lékol .

Ni pliziè espérians ki fet adan lékol Sent-Lisi ka montré nésésité mété lang kréyol-la andidan lékol péyi-a, ni an « Folk Research Centre » ki sé an asosiasion wouchach folklorik ki za travay épi GEREC Matinik pou fowmé pwofésè Sent-Lisi mé pa ni anpil manmay ki rivé jis an bout pou dives pwoblem.

Ni CLK ki sé « komité lang kwéyòl »ka djoubaké anlo andéwò mwa oktob pou plis moun aprann matjé lang-lan, ni atilié titak toupatou, asou latjuizin, asou jé péyl-a, asou chanté épi dot…

Pa ni lontan gouvelman Saint- Lisi frapé an bel kou, pas lè 21 févriyé 2021, jou yo ka gloriyé anlo koté oliwon latè jounen entènasional lang manman, gouvelman Sent-Lisi frapé an bel kou, minis lédikasion nasional déklaré lang Sent-Lisien kay rantré lékol nan mwa

GOUVELMAN SENT-LISI MÉTÉ LANG KRÉYOL LÉKOL KON LANG OFISIEL POU LARANTRÉ 2021 TOUPATOU.

oktob 2021, ek yo désidé mété lang-la, lang ofisiel kon anglé. Sé an bel lison politik !

Nou sav sa pé ké fasil mé nou sav sel konba ou ka ped sé tala ou pa ka pran-an.

Ni dot péyi ki za ni lang kréyol ka woulé kantékant épi dot lang kon :

AYITI : (yo ka palé kréyol ayiti épi fwansé)

VANUATU : ki sé an bannzil plis ki 80 lilet pa koté Pasifik sid, ni twa lang ka woulé kantékant (yo ka palé Bichlama ki sé lang kréyol Vanuatu, Anglé ek Fwansé), mé ni ankò aprépré 130 dot lang , fo nou sav ki drapo Vanuatu wouj, vè, nwè kon ta nou-an.

SÉCHEL : ki sé an bannzil épi pres 115 lilet pa koté loséan Zendien, (yo ka palé kréyol séchélwa, fwansé ek anglé).

Nou pa bizwen grangrek pou wè ki tout sé péyi-tala pran dé désizion politik pas yo ni pouvwa ta yo, pou disidé sa ki bon é sa ki pa bon ba pep péyi yo.

Si nou lé rantré adan lawòn sé gran péyi-tala, fo nou goumen ba lang nou, fo nou pran konba libérasion Matinik pou libéré lang nou tou.

Krey manmay ka aprann lang yo Sent-Lisi

Répons chimen garé asou non bétjé

AYOT, DOWMWA, DÉPWENT, DÈRÉNAL, FABRE, DÈPAZ, ERNOUL, DÈFOSARIÉ, GOUYÉ, DÈPONPIYAN, DÈJARAM, BALI, DIRIVAL, MONPLÈZI, DÈLAGARIG, OBÉRI

Site pkls : http://www.pkls.org
mail: pkls@pkls.org
mail:pkls.matnik@gmail.com

IL Y A UN AN, LA CHUTE DES STATUES DE SCHOELCHER.

Le 22 mai 2020, un groupe de militants abattait les statues de Schoelcher tant dans la ville portant son nom qu'à Fort de France. Deux militantes revendiquaient l'action par un film vidéo qui fit le tour des réseaux sociaux.

Cette action a créé une importante polémique entre les différents courants politiques en Martinique.

Comme, il fallait s'y attendre, le pouvoir colonial avec son ministre des colonies et son gouverneur local, ont condamné cette mise à bas.

Le PPM et ses alliés, les Laguerre, Letchimy ou autres Louison-Clémenté, piliers actuels de la présence française en Martinique, se sont déchainés à condamner violemment les actions du 22 mai.

Si le PCM condamne, le MIM va rester discret sur ces actions. Il faudra attendre plusieurs semaines pour que Marie Jeanne prenne position dans une émission à RLDM pour dire que ces jeunes suivaient ce qu'il avait fait comme maire de Rivière Pilote !

Les différentes composantes de la majorité de la CTM vont peu s'exprimer.

Curieusement, une composante du courant anticolonialiste va croire bon de se démarquer des actions militantes en s'instaurant comme grands défenseurs de Schoelcher. Sans comprendre ce qui se passe et des enjeux.

Pago, Pierre-Charles, du GRS vont pendant plusieurs semaines expliquer, à coup de citations, que l'ancien secrétaire d'état français aux colonies était un homme de gauche sincère.

Les grands médias ouvriront leurs pages ou leurs plateaux à ces discours.

Il faut rappeler que ces actions anti-statues s'inscrivent dans un contexte apparu neuf mois plus tôt d'actions anti-chlordécone. Les actions devant les Carrefours ont mis au premier plan ce sur lequel les mouvements anti-chlordécone (Ecologie Urbaine, AMSES, Lyannaj, etc…) sont discrètes, la responsabilité de la caste béké et de l'état colonial dans l'empoisonnement du pays.

Le pouvoir colonial est si conscient du danger de ces actions devant les supermarchés de Bernard Hayot qu'il va mettre en place une action répressive comme on n'en avait pas vu depuis longtemps en Martinique. Arrivée en Martinique de gardes mobiles de choc, campagne médiatique d'un procureur ouvertement répressif et probéké, rafles, arrestations, procès, poursuites pénales, le pouvoir colonial mène l'offensive.

Les actions du 22 mai 2020 vis-à-vis des statues sont avant tout l'affirmation par des militants d'un refus de représentation des symboles coloniaux. Ce que beaucoup n'ont pas compris, que ce soit en France ou dans le monde, chez les intellectuels français, Schoelcher est mis à bas non pas pour lui-même mais bien comme un symbole de la présence et de l'idéologie coloniale en Martinique. La symbolique du 22 mai vise aussi à dire que la libération des esclaves est le fait des esclaves martiniquais et non d'un quelconque « papa blanc ». Il s'agit donc d'une action politique et non d'un débat mondain ou universitaire entre historiens.

C'est dans un tel contexte qu'ont lieu les actions du 22 mai et les réactions des forces politiques.

Il est clair que ce sont les forces radicales patriotiques (CNCP, MODEMAS, MPREOM, PKLS) qui vont ou soutenir ou refuser de condamner les actions du 22 mai 2020.

On a constaté que dans cette période, dans beaucoup de pays, on a mis à bas des statues, aux USA et en

IL Y A UN AN, LA CHUTE DES STATUES DE SCHOELCHER

Angleterre, de Colomb, d'esclavagistes et autres sans que cela n'émeuve nos intellectuels de salon.

Reste une polémique qui est toujours en cours. Elle consiste à reprocher que ces actions soient menées par des « noiristes » ou « africanistes ». En soi, cette critique ne vaut pas grand-chose. Nous ne sommes ni « noiristes », ni « africanistes ». S'il s'agit de croire que la lutte doit se baser sur la couleur de la peau ou que la voie se trouve dans un retour à l'Afrique. Même sur la question de la « réparation », nous ne partageons pas la vision stratégique du MIR et de certains militants du MODEMAS. Aussi, nous ne pensons pas que les « forces spirituelles », au travers de manifestations diverses, sont déterminantes dans le combat de la libération nationale et sociale.

La réalité sur le terrain de la lutte montre que le schéma « noiriste » ou « africaniste » n'est pas aussi simple. La majorité des militants ne s'inscrivent pas dans ces pratiques particulières et ne trouvent pas des réponses à la quotidienneté de lutte. Le simple fait que le drapeau RVN soit devenu le ralliement à ces luttes de résistance démontre que nous ne sommes pas dans un « noirisme » classique comme on tente de le faire croire. Dans cette mouvance, il y a diverses tendances.

Pour nous, la ligne rouge vis-à-vis de ces mouvements est la même que nous avons avec toutes les autres forces politique : êtes vous pour le combat national ? Êtes vous pour la libération nationale et sociale ? Êtes vous pour la résistance frontale au pouvoir colonial ?

Là, sont les vraies lignes de partage et beaucoup de ces militants sont dans cette démarche.

Nous sommes résolument plus proches de ces militants, même s'il seraient « noiristes » ou « africanistes » que de ceux qui ont choisi de pactiser avec le pouvoir colonial, de gérer leurs institutions, ou de passer leur temps à aller négocier sans rapport de force, à la simple condition qu'ils ont une pratique anticolonialiste conséquente.

On observera qu'un an après, il ne semble pas être question d'ériger à nouveau les statues abattues, de Schoelcher de Desnambuc sinon de Joséphine !

La récente décapitation du buste de Schoelcher au Diamant n'a mis personne, sinon les sinistres Gaudeul et Cazelle, dans un émoi quelconque, y compris le maire du lieu qui a refusé de porter plainte.

Les actions du 22 mai étaient fondées et s'inscrivent résolument dans le combat national.

TANZANTAN FOK VIRÉ WÈ SÉ LISON-AN POU NOU PA PED MANNIÈ MATJÉ LANG-LAN

Reg yonn : Man ka matjé sa man ka tann

Reg dé : An son ka matjé toujou menm manniè-a. Sa ki pa an larel tala sé : “ **w** “ épi “ **r** “ , “ **y** “ épi “ **i** “

Son : EN

An fransé nou ni :

AIN : (pain, main)

IN : (malin, fin)

AIM : (faim, essaim)

IM : (timbale, timbre)

EIN : (peinture, feinte)

YM : (thym, tympan)

EN : (lycéen, examen)

An fransé nou ka wè ki ni pliziè manniè matjé son EN

An kréyol son « ɛ́ » ka matjé toujou an sel manniè : EN

Kontel : an pen, an lanmen, an malen, la fen, man fen, an tenbal, an tenb, an lapen-ti, an fent, an fey diten, an liséen, an lekzamen…

Tou lé lendi bonmaten, Alen, an jenn boug Voklen ka mennen fouyapen épi tinen ba konpè’y Matiren.

Gadé wè matjé fraz-tala an lang kréyol Matinik :

Demain, mon voisin devra aller au Lorrain avec son parrain pour emmener deux coqs au combat au pitt.

MO KI SÒTI PA BÒ LAFRIK

AWA, BANJO, CHWA, DJAP, FOUKA, GRIGRI, KAMO, LOLI, MAKO, SOUBAWOU, TYJAP, WOTOTO, ZINZING.

NÉCESSITÉ D'UNE RÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE POUR UNE MAITRISE DU NUMÉRIQUE

Nous vivons une période marquée par le numérique qui connait une accélération forcée avec la pandémie de la COVID.

L'emprise que les GAFA…(ces grands groupes qui contrôlent le numérique) avaient sur la société s'est renforcée. Après la concentration des entreprises du domaine, entre quelques mains qui sont celles des plus riches des riches, après une phase de concurrence, aujourd'hui les voilà tous unis pour imposer leurs normes, leurs standards, leur rythmes, leur éthique. Autrement dit, ils ont entre leurs mains nos vies, tant nos corps que nos esprits. Nous vivons dans le moule qu'ils modélisent et qu'ils modulent à leur gré. Leur puissance est supérieure à celle des banques, leurs liens sont étroits entre eux et supérieurs aux gouvernements du giron ultralibéral, auxquels dans leur majorité, ils sont étroitement liés.

Autrement dit avec l'ère du numérique le système capitaliste demeure avec ses mêmes niveaux d'inégalités et les impérialistes imposent leur domination partout où ils peuvent au moyen des armes ou du numérique.

Autrement dit l'oppression sur les masses populaires n'est pas virtuelle, l'exploitation répond aux mêmes critères, les méfaits et nuisances générés pour l'ensemble de la nature, les êtres humains, le climat, la flore, la faune, sont tout autant désastreux.

L'informatique a commencé à prendre une place importante dans les années 70 quand elle a envahit le secteur des entreprises tant en ce qui concerne la gestion que pour les avancées scientifiques et techniques. Compte tenu de la vitesse qu'elle apportait elle a été présentée comme la panacée. Par la suite elle a pénétré le quotidien de chacun de manière subreptice voire secrète, de manière insidieuse voire sournoise, pour tenter de standardiser tout le monde et tout, pour faciliter la prise en mains et la conduite de la société. Aussi après plus d'un demi siècle les dominants continuent de nommer cela « nouvelles technologies » pour faire étinceler une modernité qu'ils articulent et adaptent selon leurs intérêts puisqu'ils maitrisent tout le processus depuis l'extraction des matériaux nécessaires jusqu'à l'installation chez vous et l'utilisation du matériel le « hard » ainsi que le numérique ou digital le « soft ».

Aussi il est intéressant et nécessaire d'analyser le phénomène numérique pour ne pas se laisser induire en erreur.

En réalité tout le numérique fonctionne avec des algorithmes qui s'ordonnent dans des applications de plus en plus performantes et de plus en plus faciles à utiliser. Bien entendu, mises au point pour optimiser des résultats tant techniques que financiers.

Ceci veut dire que dans une société donnée, leur fonctionnement est intégré dans celui de la société avec des critères validés par ceux qui dirigent.

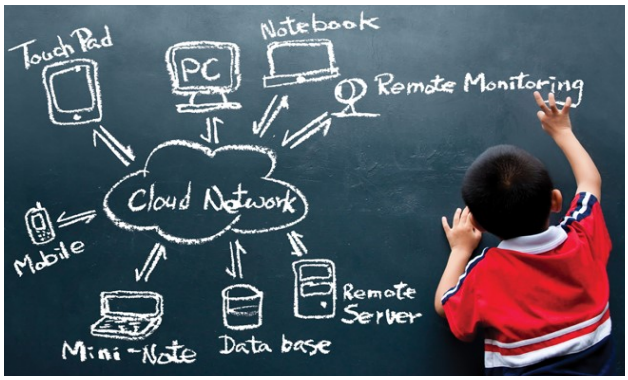
Pour simplifier disons qu'il n'y a pas d'algorithme ou de système numérique neutre.

L'algorithme dans son utilisation sera le reflet du système socioéconomique reproduisant le cadre et le contenu, avec la même essence, il reproduit les fondements et les caractéristiques de la société.

Il convient de comprendre qu'un algorithme est l'ordonnancement d'instructions spécifiques, structurées, effectuées de manière régulière, récurrente, successive, automatique, qui s'exécutent à la vitesse de la lumière pour obtenir un résultat rapide optimisé qui nous éblouit. Mais ce résultat est ce que celui qui a conçu l'algorithme veut, il l'utilise en fonction de ses besoins et de ses intérêts et il le perpétue tant qu'il lui convient.

Ces algorithmes, c'est ce que nous trouvons dans tous les objets numériques et dans tous les appareils, plus sophistiqués les uns que les autres, de notre carte vitale ou carte bancaire, à l'utilisation de l'internet en passant par le téléphone mobile… parfois même abstraits, qui nous donnent accès à nombre d'informations et nous amènent à nous identifier partout et tout le temps ce qui n'est pas de moindre intérêt pour ceux qui maitrisent et gèrent.

NÉCESSITÉ D'UNE RÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE POUR UNE MAITRISE DU NUMÉRIQUE



Certes il y a un vrai progrès technologique, mais ce qui ne faut pas faire, au nom d'une prétendue neutralité ou d'un fondement objectif, c'est traduire cela, en progrès social, cheminement qui n'est que la projection du vécu de chaque individu dans un système où souvent il n'a pas sa vraie place en tant que personne avec tous les attributs liés à une vie décente, au bien être.

Cependant il faut comprendre et mesurer que ceux qui gèrent cela, qui créent les appareils, qui fournissent les règles d'utilisation, qui assument le fonctionnement, sont les mêmes qui dominaient déjà et continuent à dominer. Ce sont les mêmes autres, ceux d'en bas, qui subissent les prescriptions et les conséquences.

L'organisation est telle que ceux qui dominent ont encore plus tendance à se camoufler derrière les exigences du « progrès » ou s'escamoter au profit du numérique qui serait optimal, universel, inévitable, absolument nécessaire. Tout cela est présenté comme quelque chose de neutre qui gommerait les différences, les inégalités, où il n'y aurait pas de privilégiés, nous serions dans un monde avec d'autres relations sociales. Et si il y a problème, s'il y a malheur c'est la faute au numérique, au virtuel, à personne.

Face à ceux qui savent, qui déterminent les algorithmes, qui créent les codes et les manipulent, qui organisent le fonctionnement, les autres ceux à qui on impose, sans qu'ils s'en rendent compte, sans leur avis, les ingèrent et sans en avoir conscience, intègrent le système dans son ensemble sans y comprendre grand-chose en réalité.

Tout cela est baigné dans un discours de modernisme, présenté comme en dehors de toute idéologie, où prime une prétendue objectivité, donc pas d'exploitation, pas de profitation, pas de profiteurs, cela n'affecte en rien les conditions de vie des gens, c'est la liberté offerte pour ne pas dire la liberté totale.

En réalité il s'agit d'un des éléments du système politico-administratif tel qu'il existait avant, basé sur une différenciation et des discriminations, mais avec le numérique on veut faire croire que les rapports capitalistes, les rapports de classe sont devenus évanescents, plus d'opprimés et plus d'oppresseurs qui sont dissimulés derrière la technologie.

La vérité est que tout ce qui a trait à l'organisation de la société est politique, les lois et les institutions qui sont en œuvre, conditionnent la vie des gens, elles déterminent aussi les décisions prises pour le numérique dans un sens.

Ce qui est certain c'est que le numérique n'efface pas les rapports sociaux, ne bénéficie pas aux masses populaires qui continuent à être celles qui produisent les richesses mais n'en bénéficient pas et les géants du numérique ne cessent d'augmenter leurs profits en gérant davantage chaque jour la vie de chacun, de manière plus globale et plus profonde, nul n'est oublié, aucun secteur n'est épargné.

Dans le domaine du numérique comme ailleurs nous devons être très vigilants. Ce n'est pas la révolution du numérique que nous devons absorber, c'est une révolution politique et sociale que nous devons réaliser pour une maitrise du numérique pour qu'il respecte la nature dans tous ses aspects, qu'il gomme les inégalités, qu'il apporte à tous un plus, dans les conditions de travail et de vie.

8 MAI 1902 : L'EXPLOSION DE LA PELÉE. POURTANT LA MONTAGNE AVAIT PRÉVENU !

En ce début du mois de Mai 1902, une série de grondements parvenait déjà du cratère de la Montagne Pelée. Dès la 2° quinzaine du mois d'Avril. La cendre tombait dans les rues de Saint-Pierre et tachait les vêtements. La chute des cendres brûlait les arbustes à proximité de la montagne. Les rivières grossissaient. Des flots de boue bouillonnante dévalaient les pentes.

Malgré cette série de signes précurseurs le journal « Les colonies » d'Andréus HURARD rassurait la population. HURARD obéissait aux consignes du gouverneur : « Il faut rassurer les populations et ne rien publier qui pourrait entraver le bon déroulement des élections » qui devaient avoir lieu dans 8 jours. HURARD proposa même à ses lecteurs une excursion au sommet du volcan pour qu'ils se rendent compte par eux-mêmes qu'il n'y avait aucun danger.

Le vendredi 2 mai le bourg du Prêcheur est envahi par une coulée de lave. Le curé et certains habitants s'enfuient vers Saint-Pierre.

Le gouverneur Louis MOUTTET demande au commandant de la garnison de mettre les habitants du Prêcheur en quarantaine pour éviter leur départ.

UNE SITUATION POLITIQUE EXPLOSIVE

En Mai 1902 la Martinique est déchirée par la campagne pour les élections législatives. Le 1er tour doit avoir lieu le dimanche 4 Mai et le second tour le dimanche 11 Mai.

Deux partis s'affrontent : le « Parti Progressiste » qui malgré son nom n'a rien de progressiste. S'appuyant sur les traditions colonialistes de la France, ce parti prônait la suprématie totale des blancs.

Le second parti, le « Parti Radical » passait pour exprimer l'opinion des noirs et des mulâtres, son leader Amédée KNIGHT, un noir de 47 ans est élu sénateur en 1899.

Pour faire barrage à la montée du « Parti Radical » le « Parti Progressiste » a choisi de présenter un notable, Fernand CLERC. Pour ce parti il faut à tout prix éviter l'évacuation de la ville de Saint-Pierre qui le priverait de voix précieuses au moment du vote. D'où l'entêtement du gouverneur acquis à la cause des suprématistes blancs.

SAMEDI 3 MAI : LE DANGER SE PRÉCISE

Le journal « Les colonies » prépare son excursion et accuse « le Parti Radical » de créer la panique.

Les prêchotains qui avaient quitté leur ville essaient de retourner chez eux. Une avalanche de boue les en empêche.

Fernand Clerc prend conscience du danger et rassemble quelques « notables » parmi lesquels le père ALTERUCHE, un jésuite passionné de vulcanologie. Il alerte sur les nombreux cadavres d'animaux, sur les rivières en crue, sur l'odeur de soufre. Le Maire Roger FOUCHE lui rétorque que le « soufre est bon pour la santé.. »

Le père ALTERUCHE pense que l'éruption est probable mais que les flots de lave n'atteindrons pas Saint – Pierre.

Dans l'après-midi des secousses sismiques se produisent. Le soir au-dessus du volcan, le ciel commence à virer au rouge vif : la lave monte du cratère.

Dans le quartier mulâtre les secousses font tomber les murs : huit personnes sont tuées. Une pluie de cendres et de pierres incandescentes tombe sur la ville. Après le passage du nuage on relève les cadavres de 30 personnes asphyxiées.

DIMANCHE 4 MAI : ON VOTE

Vers 1 heure du matin dans le ciel dégagé le volcan offre un feu d'artifice grandiose. Les habitants admirent le spectacle.

Le docteur GUERIN gros propriétaire craignant pour sa récolte donna l'ordre à tous ses ouvriers d'aller couper les cannes de l'exploitation. Après quelques heures de travail 20 hommes et 10 femmes sont englouti.es dans une fissure.

Le bourg d'Ajoupa-Bouillon qui abritait 300 familles est coupé en 2 par des fissures d'où

8 MAI 1902 : L'EXPLOSION DE LA PELÉE.

s'échappe de la vapeur et une boue brûlantes, 158 personnes meurent sur le coup. Les survivants sont atrocement brûlés ;

Malgré cette avalanche de catastrophes à 8 heures les bureaux de vote sont ouverts comme si de rien n'était…

À 20 heures le résultat du 1er tour est proclamé.

F. CLERC obtient 2367 voix et les 2 candidats soutenus par le Parti Radical 1910 et 1260 voix. Le Parti Progressiste est en difficulté pour le 2ème tour.

MOUTTET envoie un télégramme à Paris en prétendant que « l'éruption semble diminuer »

MARDI 6 MAI : LE GOUVERNEUR CONTINUE DE PUBLIER DE FAUSSES NOUVELLES.

Le Maire rédige une proclamation adjurant la population de ne pas céder à la panique et de reprendre ses occupations.

Le Docteur GUERIN s'indigne de voir qu'on en est encore à coller des affiches pour les élections.

Il loue un petit bateau et part pour Sainte-Lucie. Fernand CLERC se bat pour qu'on prenne conscience du danger… En vain. Écœuré il prépare son départ de la ville.

Le gouverneur Louis MOUTTET demande à HURARD de rassurer la population et de publier une fausse interview d'un « savant », Gaston LANDES assurant que l'on pouvait prévoir « un retour au calme ».

MERCREDI 7 MAI : LE GOUVERNEUR MONTE À SAINT-PIERRE POUR RASSURER LA POPULATION

À SAINTVINCENT LA SOUFRIÈRE ENTRE EN ÉRUPTION

À 4 heures du matin une gigantesque explosion projette des rochers en feu à proximité de la ville. Le capitaine du bateau « Ursulina » qui connait le Vésuve (en Italie) comprend la dangerosité de la situation et quitte la rade avec 24 h d'avance sur son programme. C'est le dernier navire à quitter St Pierre.

L'ÉRUPTION VUE D'UN BATEAU

Ce 7 Mai à Saint-Vincent le volcan la Soufrière entre en éruption et provoque la mort de 1350 personnes un grand nombre d'entre eux, refusant d'évacuer avaient voulu voir le « spectacle ».

Dans l'après-midi, le gouverneur et son épouse montent à Saint-Pierre pour « rassurer la population ». Il décide de passer la nuit à Saint-Pierre et d'assister le lendemain à la messe de l'Ascension. Cette décision lui sera fatale.

LE « RORAIMA » EN FEU LE LENDEMAIN DE L'ÉRUPTION

8 MAI 1902 : L'EXPLOSION DE LA PELÉE.

JEUDI 8 MAI 1902 : C'EST L'EXPLOSION SAINT-PIERRE RENTRE TRISTEMENT DANS L'HISTOIRE

Au lever du jour la Montagne semble dormir. Seul un panache de fumée blanche s'élève au-dessus du Volcan.

À 7h Fernand CLERC et sa famille quittent précipitamment la ville et vont se réfugier au quartier Parnasse au Morne-Rouge.

Brusquement tout bascule.

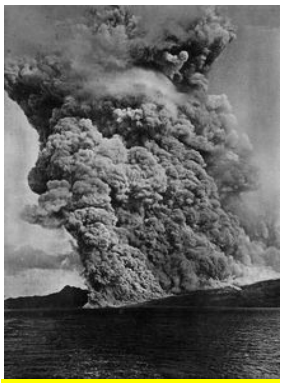
À Saint-Pierre à 7h 55 le soleil disparait. Une langue de feu et un nuage gris de poussière et de pierres descendent sur la ville.

En un instant l'obscurité devient totale. Toutes les constructions giflées par un immense souffle s'écroulent et s'embrasent. C'en est fini de St-Pierre. Tous les habitants 28 000 personnes meurent en quelques minutes : brulées asphyxiées, carbonisées, ensevelies.

Seul un prisonnier Louis CYPARIS condamné à mort est protégé par les murs épais de sa prison. Il sera sauvé.

La ville est en feu. Les stocks de rhum se mettent à flamber. Les bateaux ancrés dans la rade sont secoués par le souffle de l'explosion. La plupart des bateaux coulent ou se mettent à bruler. Seul un parvient à prendre la fuite (le RODDAM) pour se réfugier à Sainte -Lucie.

UN PHÉNOMÈNE JUSQUE LÀ INCONNU



La nuée ardente

Le phénomène volcanique qui en UNE EXPLOSION a détruit St-Pierre était jusqu'alors inconnu. Il fut appelé « nuée ardente ». On sait maintenant que les nuées moins spectaculaires que les coulées de lave sont beaucoup plus dangereuses.

Elles asphyxient, brûlent les poumons et provoquent la mort en quelques minutes dans d'atroces souffrances.

Rue du Morne Rouge après l'éruption du 30 Août

30 AOÜT : LE MORNE-ROUGE EST À SON TOUR DÉTRUIT

L'éruption se prolongera les jours suivants produisant d'autres nuées. Celles du 20 Mai achèvera la destruction de la ville et tuera encore quelques pillards sans scrupules.

Celle du 30 Août encore plus gigantesque détruira le Morne-Rouge et provoquera la mort d'un millier de personnes s'ajoutant à la liste des victimes des explosions de Mai 1902.

L'aiguille au sommet du volcan un an après

Comment 119 ans seulement après une catastrophe d'une telle ampleur peut-on ne pas apprendre à la population à vivre avec son volcan quand on sait l'importance de la prévention seule capable en pareille circonstance de sauver des vies humaines.

ÉRUPTIONS VOLCANIQUES
NOU PA PARÉ MÉ FALÉ NOU PARÉ.

L'entrée en éruption de la SOUFRIERE de Saint Vincent, l'évacuation de la population résidant dans la zone concernée, ses conditions d'accueil, son assistance, l'organisation des secours, sont autant de sujets qui doivent nous interpeller. Avec notre Montagne Pelée, toujours en activité, sommes-nous vraiment prêts à gérer convenablement les suites d'une éruption majeure ? Non, bien évidemment et mille fois non !

NOU PA PARÉ, MÉ FOK NOU PARÉ

Certes nous avons à nous préoccuper des soucis du présent, mais nous devons également nous préparer aux risques du futur et refuser de nous en remettre à la fatalité. Du reste ce qui est vrai pour la prévention du risque d'éruption volcanique l'est aussi pour tous les risques qui nous menacent : séismes, tsunamis, cyclones, inondations, glissements de terrains…

Pour l'ensemble de ces risques qui mettent en danger la vie de notre population les « autorités » coloniales françaises ainsi que « nos » politiciens badjolè traitent ce sujet avec une incroyable légèreté. C'est une constante de leurs comportements : la santé des martiniquais n'est pas de leurs préoccupations premières.

S'agissant du risque volcanique des plans préfectoraux existent certes mais voués à l'inefficience puisqu'ils dorment depuis une vingtaine d'années dans les tiroirs. Quant aux 7 communes directement concernées à des degrés divers par une éruption de la Pelée les plans communaux de prévention des risques naturels sont généralement muets sur ce sujet, pourtant d'importance capitale. Les autres communes qui ne seront pas directement touchées ignorent à ce jour le rôle qui devra être le leur pour l'organisation de l'accueil des réfugiés ainsi que la mise en œuvre des secours. Cette négligence des autorités coloniales qui régissent encore notre pays est aussi coupable que l'a été celle du gouvernement MOUTTET et de ses obligés lors de l'éruption de la Montagne Pelée en1902.

Au nombre des manquements irresponsables graves relevons que :

Du fait de la surveillance assurée par l'observatoire du Morne des Cadets avec les instruments de mesures des mouvements de la Montagne la surprise ne sera plus de mise mais que le problème de l'évacuation de milliers de personnes demeure sans solution étudiée.

La préparation psychique de ces personnes à la nécessité de répondre à une décision d'évacuation n'est nullement prise en compte. On continue à laisser cette population vivre comme si la catastrophe ne se produira jamais et pour justifier les carences on se lamentera sur les réticences apparues au moment de l'évacuation.

-L'absence totale de préparation des commissions communales de sécurité qui n'existent que sur le papier.

-L'incertitude totale quant aux structures devant être mobilisées pour l'accueil des réfugiés ainsi que les conditions de leur hébergement.

-L'imprévision quant à l'approvisionnement en eau de la population alors que les principales ressources viennent de la zone qui sera impactée.

-La préparation de la coordination des différentes structures qui devront être mobilisées : Administrations diverses, Associations, Organismes sanitaires…

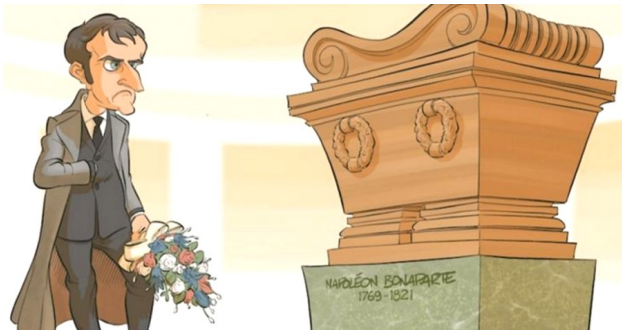
Autant d'exemples qui montrent que nous sommes loin d'être prêts à faire face à ce risque naturel qui constitue une réelle menace pour notre pays.

Là encore nous devons exiger que ceux qui prétendent gérer prennent leurs responsabilités. La prise en compte de notre sécurité collective doit être notre affaire à tous et non une affaire secondaire abandonnée à la légèreté de ceux dont les préoccupations sont éloignées de la sauvegarde de nos vies.

LEURS HÉROS NE SONT PAS LES NÔTRES
NAPOLÉON CE TYRAN CRIMINEL, RACISTE.

De tout temps les français ont toujours présenté dans leurs livres NAPOLÉON comme un héros sans tâche, un modèle en quelque sorte. Au point que le gouvernement français a programmé la célébration en grande pompe du 200ème anniversaire de sa mort.

Les voix qui se sont élevées dans les colonies ont gâché la fête. La célébration s'est transformée en commémoration car il devenait difficile de passer sous silence les crimes du « héros ».



NAPOLÉON criminel ? Oui, oui, oui… Et de la pire espèce, car le crime n'est pas mince. Pour l'instant laissons de côté provisoirement ses nombreux crimes de guerre, les assassinats, l'enrichissement personnel, les pillages, les centaines de millions de morts laissés sur les champs de bataille. Le crime que nous évoquons est celui commis à partir de 1802 contre les AFRICAINS, nos ancêtres déportés, mis en esclavage et massacrés dans les colonies françaises. C'est bien NAPOLÉON, leur héros, qui a restauré l'esclavage et la traite que les révolutionnaires de la Convention avaient aboli huit ans plus tôt, par humanisme pour certains mais pour d'autres, contraints par les puissantes révoltes qui se produisaient notamment en Haïti. Et comme la résistance des Haïtiens l'a empêché d'appliquer son programme il a perpétré des massacres de caractère génocidaire ? Ces crimes sont si impardonnables qu'ils ont engendré deux siècles de mensonges. Ces crimes sont gommés dans les manuels d'histoire, les expositions, les spectacles, les films consacrés à l'empereur. Tous les régimes politiques de France se sont évertués à imposer le culte du dictateur. Dictateur qui faisait l'admiration d'HITLER qui quelques jours après avoir envahi la France s'est empressé le 28 Juin 1940 en tenue de parade, tête nue tout blanc vêtu, de venir s'incliner sur la tombe de celui qui avant lui n'avait pas hésité à instaurer un racisme d'État. Le Führer sera par la suite imité par des milliers de soldats de la Wehrmacht venant comme en pèlerinage saluer leur prédécesseur raciste, leur maître qui avait remis les « nègres » à leur place, c'est-à-dire dans les fers, ces créatures déclarées « scientifiquement » inférieures.

UN RACISME PRIMAIRE

Les défenseurs de Napoléon qui prétendent qu'il aurait été « influencé », que l'esclavage s'inscrit dans le « contexte de l'époque », que son rétablissement n'était qu'une «faute», en somme bien peu de choses par rapport à la «grandeur » de la France impériale.

De fait, l'extermination pratiquée par Bonaparte est méthodique. Il commence par tailler une constitution à sa mesure (celle de l'an VIII) qui passe sous silence la Déclaration des droits de l'homme de 1789, qui supprime le principe de l'assimilation des colonies soumises à « la même loi constitutionnelle » pour préciser que « leur régime est déterminé par des lois spéciales ».

C'est la première étape du rétablissement de l'esclavage comme en Haïti et en Guadeloupe, puisque l'esclavage n'avait jamais été aboli, en Martinique tombée sous la coupe des Anglais avec la complicité des békés hostiles à l'abolition.

Ensuite il supprime la représentation parlementaire pour les colonies. Fini donc les députés « nègres » ou « de couleur ». Il prend soin de s'entourer des pires réactionnaires liés à

l'ancien régime et conducteurs du Code Noir, nourris de l'idéologie raciste des colons prônant la « supériorité blanche ».

Au moment où il s'empare du pouvoir Napoléon est un esclavagiste convaincu. Devant le conseil d'état il exprime un racisme des plus primaires : « je suis pour les blancs parce que je suis blanc ! décrète-il. Je n'en ai pas d'autre raison et celle-là est la bonne ! »

Pour lui la liberté n'est pas un droit naturel, mais une récompense que « l'homme blanc » peut octroyer ou non aux « inférieurs » à condition qu'ils soient civilisés. Être civilisé c'est bien entendu avoir la colonisation dans sa culture.

Pour lui encore, les conventionnels qui ont aboli l'esclavage étaient des imbéciles, incapables de raisonner. La rage le submerge quand il apprend que plusieurs membres de sa famille élisent dans leur culte des « nègres ».

Il les évite, ou les éloigne.

Sa haine des gradés Noirs de l'armée qu'il appelle « les nègres à épaulettes » est manifeste. Le général Dumas, populaire qui à plusieurs reprises sauva la République attaquée par les insurrections royalistes fera les frais de cette haine teintée de jalousie. Haine qui s'étendra à la veuve privée de pension du général et à ses deux enfants, dont le futur écrivain Alexandre DUMAS volontairement privé de bourse pour être admis au collège. Il justifie sa haine à l'égard du général DUMAS né à Jérémie en Haïti à cause de « sa couleur » mais comme une juste réparation de l'aberration qui l'avait fait nommer général » alors qu'il n'était pas fait pour cela ».

RETABLIR L'ESCLAVAGE PAR TOUS LES MOYENS

Le support juridique du rétablissement de l'esclavage sera un décret monstrueux du 26 Mai 1802. Ce texte criminel mérite d'être connu :

« Au nom du peuple français, BONAPARTE, Premier consul, proclame que l'esclavage sera maintenu dans les colonies ainsi que la traite des noirs ».

S'agissant de la Martinique qui avait été restituée à la France par le traité d'Amiens il précise bien que la loi de la convention qui avait aboli l'esclavage est annulée et que par conséquent l'esclavage est maintenu.

Pour la Guadeloupe qui avait bénéficié de l'abolition il s'agit de rétablir l'esclavage. La stratégie du premier Consul consiste d'abord à écarter de l'armée de la Guadeloupe les « nègres » et « gens de couleur » dont le tiers des officiers. Sa vision est une vision raciale.

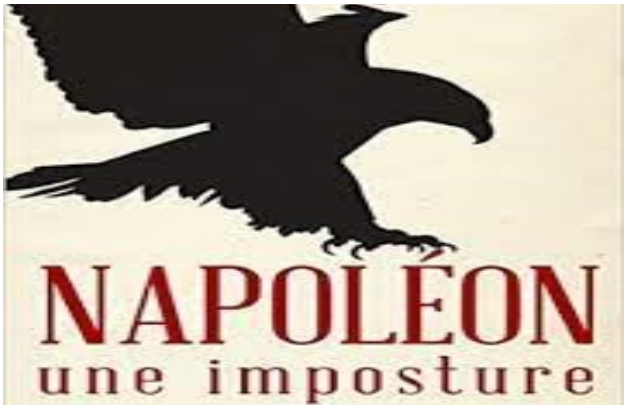
Pour lui il y a perversion du seul fait qu'un « mulâtre » dirige des troupes et que les « noirs » soient dans l'armée. NAPOLÉON délègue à une partie de son armée, trois mille hommes aguerris, le soin de rétablir l'ordre en Guadeloupe c'est à dire le retour à l'esclavage « pour toujours ». En cas de résistance il donne carte blanche à RICHEPANCE qui dirige la manœuvre de déporter les « 93000 nègres et les gens de couleur » de la Guadeloupe et de remplacer cette population rebelle par de nouveaux esclaves.

Malgré la résistance des anciens esclavagisés devenus libres, malgré la lutte héroïque menée par DELGRES, malgré le courage d'IGNACE mais du fait de la trahison de PELAGE les troupes d'assaut finissent par l'emporter. Les Guadeloupéens émancipés redeviennent esclaves ainsi que leurs enfants. Par le caprice d'un dictateur raciste ils redeviennent des bêtes de somme.

L'idée que des Noirs puissent vivre libres en Haïti est insupportable à Napoléon qui n'entend pas qu'une colonie aussi prospère échappe à la France. Il décide d'organiser une expédition d'ampleur dirigée par son propre beau-frère Victor Emmanuel LECLERC avec pour mission de rétablir l'esclavage « coûte que coûte ».

NAPOLÉON rédige personnellement le scénario politico- militaire de la campagne. Il faudra, précise-t-il à LECLERC exterminer les citoyens « Noirs » qui après huit ans de liberté

LEURS HÉROS NE SONT PAS LES NÔTRES
NAPOLÉON CE TYRAN CRIMINEL, RACISTE.



ne pourront pas se soumettre aisément. Ce plan passe donc par le massacre d'une bonne partie de la population. Quelques centaines de milliers de morts qu'on remplacerait par cinq cent mille Africains.

Cinquante-quatre navires portant vingt et un mille hommes quittent Brest pour se diriger vers l'île rebelle. Après un mois de campagne et de violents combats LECLERC perd un tiers de son armée. Napoléon suit les évènements recommande à son beau-frère « d'être ferme et de réprimer toutes espèces de brigandages ». LECLERC terrassé par la fièvre jaune n'achèvera pas sa mission. Après son décès il est remplacé par ROCHAMBEAU. Napoléon lui envoie en renfort vingt mille hommes en Février et Juin 1803. Les troupes Haïtiennes pratiquement en guenille dirigées par DESSALINES se présentent devant le CAP où ROCHAMBEAU s'est barricadé. La ville est protégée par des forts réputés imprenables. C'est devant l'un de ces forts à VERTIERES qu'une des plus grande bataille de l'histoire va se livrer le 18 Novembre 1803.

Les assauts succèdent aux assauts. La bravoure des combattants Haïtiens finira par remporter la VICTOIRE. ROCHAMBEAU dès le lendemain capitule sans condition reconnaissant ainsi l'échec de son expédition et de sa mission consistant à rétablir l'esclavage.

Ainsi la plus belle colonie du monde est perdue après plus d'un siècle de domination française. Pour la 1ère fois dans l'histoire une lutte d'esclaves commencée presqu'à mains nues conduit à l'indépendance d'un peuple. Une grande nation colonialiste et esclavagiste essuie sa première défaite. Officiellement en France cette bataille de Vertières n'a jamais existée. Les « historiens », les livres et histoire ne la mentionnent pas. La grande armée de Napoléon battue par des « nègres ». Des soixante mille hommes envoyés par le tyran raciste quelques centaines seulement rejoindront la France, et dans quel état !

LE PLAN D'EXTERMINATION DE NAPOLÉON EXÉCUTÉ À LA LETTRE

En Guadeloupe pendant les 3 semaines de résistance Richepance ne fait pas de prisonniers. Ils fusillent hommes femmes et enfants sur leur passage. Le 25 Mai 1802 lors de la prise du fort de Baimbridge ils exécutent plus de 700 patriotes. Sur la place de la victoire on fusillera 100 hommes, 150 autres sur la plage de Fouilloles. Après le sacrifice de DELGRES et de ses compagnons, RICHEPANCE active le plan d'extermination décidé par NAPOLÉON, alors premier consul. Une commission militaire chargée de « juger » ne condamne qu'à des peines capitales. Les condamnés sont pendus. Dans chaque commune, des escadrons de la mort traquent les résistants. Une somme d'argent est prévue pour chaque tête de « nègre » rapportée par les miliciens comme on le fait pour les serpents. On accuse les infirmiers « noirs » ou de « couleur » de l'hôpital de Pointe à Pitre d'être responsables de l'épidémie de fièvre jaune qui ravageait l'armée des négriers. Les infirmiers sous l'accusation « d'empoisonnement » sont tous passés par les armes.

Les geôles de Pointe à Pitre et du Moule sont encombrées. Il faut déblayer en toute hâte. On pend, on étrangle, on brûle. Les miliciens courent les habitations de nuit pour faire l'appel des esclaves. Les absents sont fusillés dès leur retour.

Après une année de génocide ininterrompu, BONAPARTE envoi un représentant pour promulguer le 14 Mai 1803 l'arrêté consulaire restaurant officiellement le Code Noir à la Guadeloupe.

LEURS HÉROS NE SONT PAS LES NÔTRES
NAPOLÉON CE TYRAN CRIMINEL, RACISTE.

DES CRIMES, DES CRIMES, TOUJOURS DES CRIMES

En Haïti, comme en Guadeloupe les troupes de l'expédition napoléoniennes ne font pas de prisonniers. Dans la nuit du 2 au 3 janvier 1803, au fort de Port de paix ils passent au fil de l'épée, 600 « nègres ».

La torture, le viol sont monnaie courante.

La première qualité exigée d'un officier c'est la cruauté. Ceux que le sang incommode sont aussitôt rembarqués.

À l'île de la Tortue on fait pendre 60 révoltés. Au Gros Morne (Haïti) cinquante prisonniers sont pendus le 17 septembre 1802. LECLERC reconnait : « j'aurai à faire une guerre d'extermination » et sans tarder il passe au génocide : « la destruction de tous les « nègres » de la montagne et de la moitié de ceux de la plaine »

Pour tuer on va utiliser une méthode inédite : (méthode que reprendra plus tard HITLER en l'améliorant) : Les GAZ.

Au CAP les rebelles prisonniers sont enfermés dans les cales de bateaux On fait brûler des mèches dont la combustion dégage du dioxyde de soufre. L'inhalation de ces gaz est mortelle. Après le forfait on remonte les corps et on les balance par-dessus bord.

Des contingents de noirs sont répartis à bord de différents vaisseaux mouillés en rade. On attache au tour du corps des contrevenants un sac rempli de sable et on les jette à l'eau. « La mer se couvrait de cadavres en putréfaction » rapporte FRÉMINVILLE alors jeune marin de 17 ans. Toute sa vie il restera obsédé par l'amoncellement de cadavres flottant dans la rade de CAP-HAÏTIEN.

Non seulement on va gazer et noyer à la chaîne mais on va prendre plaisir. Le langage macabre des tortionnaires est varié. On fait subir aux « nègres » le « coup de filet national » (la noyade collective), on leur fait manger une « salade de chanvre » (la pendaison), on leur lave la figure « avec du plomb » (la fusillade).

Pour ajouter à ces monstruosités, Louis NOAILLES va chercher à CUBA en Mars 1803, six cents chiens dogues avec l'intention de ne les nourrir que d'indigènes. On organise des spectacles pour les blancs. L'assistance applaudit. On fit venir après 200 autres chiens.

Cette meute de 800 dogues que l'on affamait pour qu'elle se nourrisse de chair humaine a pu dévorer plus de trois mille personnes.

Le premier consul régulièrement informé par ses navettes sait tout : Les chiens, les gaz et le reste. Comme HITLER c'est lui qui a donné l'ordre du génocide.

NAPOLÉON s'est vengé de l'échec de ses projets racistes sur tous les « nègres » et « gens de couleur » qui se trouvaient déjà en France avant les expéditions. Quelques milliers, parmi eux plusieurs centaines de soldats sont isolés en différents endroits pour éviter toute « contamination » ces lieux « d'accueil » sont de véritables camps de concentration.

Il interdit aux « noirs » et aux « gens de couleur » d'entrer sans autorisation en France. Les contrevenants sont arrêtés et déportés dans les colonies autres qu'Haïti. À leur arrivée ils sont vendus comme esclaves. Sur tout le territoire français la chasse aux »nègres » est ouverte par les préfets.

Dans sa fureur NAPOLÉON décide d'interdire les mariages entre personnes à la couleur de peau différente.

En 1802 les élèves de l'école Polytechnique sont exclus sur simple motif qu'ils étaient « noirs » ou de « couleur ».

AUX GRANDS HOMMES LA PATRIE RECONNAISSANTE

LEURS HÉROS NE SONT PAS LES NÔTRES
NAPOLÉON CE TYRAN CRIMINEL, RACISTE.

C'est plus de 100 000 personnes d'origine africaine qui ont perdu la vie du fait de la terreur exercée par le régime napoléonien en Haïti et en Guadeloupe. Non seulement les résistants mais des dizaines de milliers de civils, sans distinction d'âge ni de sexe, torturés, violés, gazés, noyés, fusillés, égorgés, empoisonnés, brûlés, ou dévorés vifs, simplement à cause de leur couleur de peau.

À cause de NAPOLÉON, au moins deux cent mille Africains seront déportés dans les colonies françaises et un million d'autres perdront la vie à l'occasion de ces déportations si l'on retient que seul 1 Africain sur 5 arrivera à destination.

De nombreuses manifestations ont émaillé le 200ème anniversaire de la mort du tyran. Le chef de l'État français a même déposé une gerbe au pied de son tombeau. Aucune de ces manifestations, de ces conférences, de ces « documentaires », de ces émissions de télévision porte réellement à la connaissance des français ces monstruosités commises en leur nom dans les colonies. On préfère construire des légendes.

Aussi Ambroise RÉGNIER, l'homme qui a préparé pour NAPOLÉON la loi sur le rétablissement de l'esclavage, l'homme qui signa la circulaire raciste interdisant les mariages « entre un blanc et une négresse ou un nègre et une blanche » est aujourd'hui au Panthéon !

Aux grands hommes la patrie reconnaissante, n'est-ce pas ?

LEURS HÉROS NE SONT PAS LES NÔTRES

L'ampleur des crimes de l'émule d'HITLER est telle qu'on ne peut plus aujourd'hui continuer de l'ignorer. Alors on parle de faute commise par le grand homme. La vie ôtée, les sévices imposés à des milliers de « noirs », ce n'est le résultat que d'une faute qui ne vaut pas la peine qu'on s'y attarde trop.

TOUSSAINT LOUVERTURE que NAPOLÉON fit déporter et emprisonner au fort de Joux est mort le 7 Avril 1803 dans d'atroces souffrances, dans le froid, sans accompagnement, sans véritable nourriture, sans soins, dans l'odeur des excréments comme l'a voulu son bourreau.

Les milliers de noirs déportés dans les camps de concentration implanté dans les îles, d'Aix et d'ailleurs connurent ce même sort.

Le tyran lui est mort dans une prison dorée sur l'île de Sainte-Hélène où il mena plus joyeuse vie que TOUSSAINT LOUVERTURE au fort de Joux.

Ses laudateurs continuent d'entretenir la légende et de glorifier ses épopées.

Leur héros, ce criminel, n'est vraiment pas le nôtre.

CÉSAIRE (1978)
«MARTINIQUAIS RÉVEILLEZ VOUS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD »

(Suite de l'article sur CÉSAIRE paru dans le n°100 de PATRIYOT)

Césaire constatant la faillite de la loi d'assimilation dont il a été le rapporteur tire les conclusions qui invitent au réveil de notre Peuple menacé d'extermination.

On doit hélas constater que la limpidité du discours ne débouche jamais sur la conclusion qui s'impose : la conquête de la pleine souveraineté et la libération nationale.

Il est surtout reproché à l'état colonial français de ne pas tenir ses promesses d'assimilation comme le font aujourd'hui la plupart des politiciens par-delà les clivages.

Le rapporteur de la loi de Mars 1946 met en garde les gouvernements français du risque qu'ils encourent s'ils venaient à ne pas tenir leur engagement.

La conséquence serait terrible : la naissance du sentiment national.

Curieusement il l'exprime en ces termes :

« Permettez-moi de vous donner cet avertissement. Lorsque, sous couleur d'assimilation et sous prétexte d'uniformisation, vous aurez accumulé dans ces territoires, injustice sur injustice, lorsqu'il sera évident qu'à la place d'une véritable assimilation, vous entendez ne leur offrir qu'une caricature, une parodie d'assimilation, alors, vous susciterez dans ces pays une immense rancœur et voici ce qui se produira :

Vous aurez fait naître dans le cœur des Martiniquais, des Réunionnais, des Guadeloupéens, un sentiment nouveau, un sentiment qu'ils ne connaissaient pas et dont vous porterez la responsabilité devant l'histoire, un sentiment dont les conséquences sont imprévisibles : vous aurez fait naître chez ces hommes le sentiment national martiniquais, guadeloupéen ou réunionnais.

Si vous me permettez de m'élever à quelques considérations générales, laissez-moi vous dire qu'en pays colonisé, c'est presque toujours le sentiment de l'injustice qui détermine l'éveil ou le réveil des nationalismes indigènes. C'est là le drame. Quand nous voulons nous assimiler, nous intégrer, vous nous rejetez, vous nous repoussez. Quand les populations coloniales veulent se libérer, vous les mitraillez !...

Il est encore temps pour vous de faire machine arrière. Une fois de plus, je vous demande de ne pas céder à des considérations purement partisanes. Je vous conjure de réfléchir. »

LES ILLUSIONS PERDUES

Les illusions générées par la loi de départementalisation ne tardèrent pas à s'évanouir. L'amélioration du sort des travailleurs n'allait pas de soi mais dépendait pour l'essentiel de luttes difficiles. Les répressions policières endeuillaient régulièrement les colonies. La justice se montrait toujours sous son vrai jour, une justice coloniale. Les discriminations sociales persistaient.

CESAIRE ne pouvait pas ne pas dresser un constat d'échec. En 1968 il déclare :

« Bien sûr je me suis trompé, mais l'erreur était pardonnable »

À l'occasion de plusieurs interviews il le reconnaît.

Retenons celle accordée à la télévision Suisse le 02/06/1978.

« Je me suis rendu compte que c'était un mythe… il n'y a pas eu d'égalité. Nous sommes devenus département français mais des français à part… »

« Un département d'outre-mer avec toutes sortes de dérogations, des sous français plutôt que des français… »

« Je me suis rendu compte que dans les mains d'un préfet à poigne ce statut départemental devenait un merveilleux

instrument de domination. J'ai compris pourquoi Napoléon l'avait inventé. J'ai compris que nous nous étions engagés dans une voie tout à fait fausse et qui à terme il y avait pour nous l'oppression, la perte de notre substance et une aliénation encore plus complète… »

Le problème c'est que tout au long de son parcours politique il ne tire pas les conséquences de l'échec de l'assimilation départementale.

Dans notre pays, la conscience nationale prend forme. La revendication encore timide d'autonomie est posée.

Il condamne d'emblée : *« L'autonomie serait l'autonomie de la misère. »*

Sa vision d'alors c'est que la Martinique soit érigée en « *Région de France* ». L'Italie avec ses régions est prise comme exemple.

En 1958 lors de la création de son parti (Le PPM) il n'avait proposé que *« l'accroissement des franchises et des libertés locales… dans le cadre d'une République Française fédérée »*

Pas très audacieux comme mot d'ordre, convenons-en.

Plus tard il ose « *l'Autonomie de gestion* »

Enfin son parti participera en 1971 à la Convention du Morne Rouge pour l'autonomie qui reconnaît le FAIT NATIONAL.

Après les élections présidentielles françaises en 1981 qui se solda par la victoire de Valéry GISCARD D'ESTAING en Martinique au terme d'une campagne déferlante prévoyant le largage de la Martinique en cas de victoire de la gauche en France, CÉSAIRE décréta le fameux moratoire. Il ne fallait surtout pas ramer à contre-courant, il fallait cesser de parler d'autonomie et s'en remettre sagement aux décisions des gouvernements de la France.

Ce comportement apparemment étrange se trouve facilité par le fait que tout au long de son parcours la vision d'une Martinique indépendante évoluant sans les béquilles du tuteur séculaire n'a jamais été entrevue par Césaire.

Dès 1958 il prévient : *L'indépendance ? Je condamne …* Et depuis il n'a pas cessé de condamner.

VIENT ENFIN L'APPEL AU SURSAUT

C'est pourtant la même personne qui quelques années auparavant avec pertinence reconnaissait que :

« *Les problèmes fondamentaux de la Martinique ne sont pas résolus. Un dépérissement économique certain. À l'heure actuelle la Martinique ne produit plus rien. C'est devenu une société de consommation… C'est un processus de dévitalisation. Nous importons tout. Il est plus facile d'importer que de produire… Les capitaux martiniquais sont partis là où l'investissement est le plus rentable… »*

« On assiste à une dévitalisation humaine, comme il n'y a plus de travail on assiste à une émigration qui a été organisée par le gouvernement. Ce sont des milliers et des milliers de martiniquais et de guadeloupéens… 5000 par an qui se déversent chaque année sur la France, qui se rabattent sur les petits emplois.

Avec un tel procédé le gouvernement a obtenu la paix sociale mais c'est le silence des cimetières. »

« Une des conséquences… Ce pays qui avait une démographie qualifiée de galopante a maintenant un taux de croissance insignifiant. La courbe a complètement déclinée. Peut-être même que la population au cours des 20 prochaines années sera plus faible qu'elle ne l'est maintenant…C'est extrêmement grave pour l'avenir… »

J'ajoute un processus de dépersonnalisation culturelle. Nous sommes en train d'assister à un génocide culturel, une liquidation de notre culture… »

CÉSAIRE : MARTINIQUAIS RÉVEILLEZ-VOUS !

Interrogé sur la violence, il répond :

« Je ne souhaite pas la violence. Je fais tout pour l'éviter… L'histoire a des chemins que nous ne choisissons pas »

L'Avenir ? « Je suis inquiet. J'ai une assurance historique. A court terme je suis pessimiste. C'est une course contre

CÉSAIRE (1978)
«MARTINIQUAIS RÉVEILLEZ VOUS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD »

la montre… Dans 5 ans, 10 ans y aura-t-il encore un martiniquais ?

300 000 habitants c'est peu… De grands empires ont disparu. J'ai le sentiment de la vulnérabilité antillaise et c'est ce que je redoute. Ce que je crains c'est qu'avant que mes idées triomphent il n'y ait point de Martiniquais, qu'on arrive à un point de non-retour.

C'EST POURQUOI JE DIS AUX MARTINIQUAIS, REVEILLEZ- VOUS. IL EST PLUS TARD QUE VOUS LE PENSEZ. »

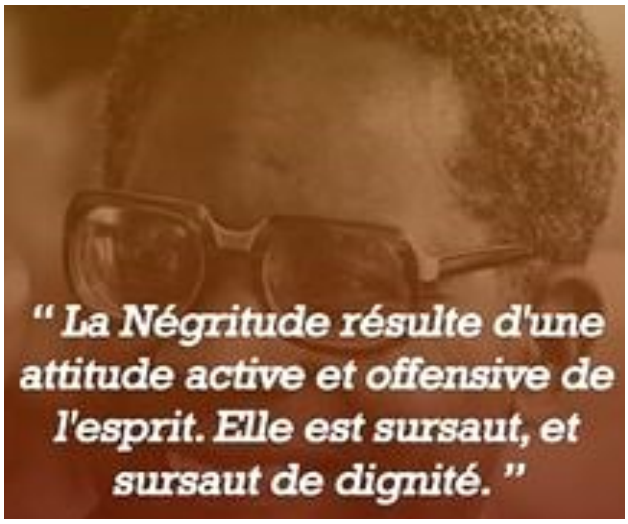
C'est à ce réveil qu'appelle également le PKLS.

En particulier au réveil de la jeunesse. La jeunesse qui comme disait Césaire en 1935 alors qu'il n'avait que 22 ans : « *Veut vivre… veut être soi* ».

Aujourd'hui c'est notre peuple tout entier qui veut vivre et qui refuse son extermination programmée par ceux qui ne sont pas à un génocide près.

Allons REVEILLONS NOUS !

Evitons les impasses, les chemins de travers qui ne mènent nulle part et renforçons la lutte pour la conquête de notre pleine souveraineté et **la construction d'une Martinique décolonisée.**



L'éducation coloniale que nous recevons, le formatage raciste du raisonnement qu'on nous instruit, le niveau d'aliénation auquel on nous conduit, font que nombre d'entre nous utilisent un langage de perroquet, c'est-à-dire répètent sans comprendre, en plastronnant comme savant détenteur du vocabulaire de l'autre, des mots qui charrient le mépris raciste du maitre.

Victimes du syndrome de Lynch ils se soumettent à une servitude volontaire qui les dépersonnalise.

La chaine que nos ancêtres ont brisée se perpétue dans leurs têtes.

Nous illustrons cela par ces mots de SENGHOR qui rétablit une vérité sur « les hommes de couleur »

CHER FRÈRE BLANC

Quand je suis né, j'étais noir,
Quand j'ai grandi, j'étais noir,
Quand je suis au soleil, je suis noir,
Quand je suis malade, je suis noir,
Quand je mourrai, je serai noir.
Tandis que toi, homme blanc,
Quand tu es né, tu étais rose,
Quand tu as grandi, tu étais blanc,
Quand tu vas au soleil, tu es rouge,
Quand tu as froid, tu es bleu,
Quand tu as peur, tu es vert,
Quand tu es malade, tu es jaune,
Quand tu mourras, tu seras gris.
Alors, de nous deux,
Qui est l'homme de couleur ?

Léopold Sédar SENGHOR

3 S : Sueur, Sang, Sucre.

Au moment ou le président de la république, au nom du peuple français commémore ou célèbre, Bonaparte ou Napoléon, le proconsul ou l'empereur, ce putschiste qui renversa le régime du pas en avant franchi par la révolution de 1789, ce raciste qui a dit : « je suis contre les noirs et je suis avec les blancs car je suis blanc », cet esclavagiste qui s'illustra par le rétablissement de l'esclavage, celui qui maintes fois usa de la trahison comme avec Toussaint Louverture, ce va-t-en guerre qui conduit ses armées sur les divers continents, ce colonialiste qui voulait posséder le plus grand empire, ce dictateur, celui qui, du fait ses agissements et actions, s'est vu attribués nombre de tinon et de non savann, en dresser la liste couvrirait des pages.

Il est intéressant de mesurer en cette période de glorification de Napoléon, « héros » de la France, bourreau pour les colonisés, ce que représente le système esclavagiste qu'il préserve et veut accentuer pour la grandeur de la France.

Napoléon dirige la France à la charnière du XVlll° et du XlX° siècle, période où le trafic négrier est florissant, où l'exploitation des esclavagisé.es permet le développement de l'économie de plantation dans les colonies. La production la plus importante est le sucre et la croissance de la demande en Europe demande plus d'investissements et plus d'esclaves. A cette époque la France dispute au Portugal et à la Grande Bretagne la première place dans le trafic négrier et le commerce triangulaire.

Ainsi ce sont des milliers d'expéditions qui sont organisées et font la fortune des armateurs, et la prospérité des ports comme Nantes, Le Havre, Bordeaux, La Rochelle, Saint-Malo… C'est alors que le flot de déportés est le plus important. Selon des statistiques françaises, à la fin du 18° siècle, le esclaves étaient environ : 500 000 à Saint Domingue (Ayiti), 100 000 en Guadeloupe, 90 000 en Martinique. Compte tenu des conditions de capture et de la traversée ce sont des millions d'africain.es qui ont été arraché.es de leur terre et déporté.es à destination des colonies françaises durant la période du trafic négrier. Certaines estimations évaluent à plus de 3 millions.

Compte tenu du faible coût de la main d'œuvre même si l'espérance de vie des esclaves est faible, guère plus de 10 ans, la rentabilité est lucrative. Les békés se sucrent et organisent des unités de production de plus en plus grandes où travaillent de plus en plus d'esclavagisé.es, plusieurs dizaines, parfois des centaines.

Aussi pour la prospérité de tous ceux qui détenaient les terres, qui possédaient les esclaves, qui assuraient le commerce transatlantique, qui contrôlaient les activités des ports, qui géraient la finance, Napoléon en bon serviteur, avait à cœur de tout faire pour satisfaire la classe des riches et répondre au mieux au lobby des planteurs des colonies comme les békés chez nous. Il créa un état fort, autoritaire, s'appuyant sur l'armée, avec une trajectoire politique réactionnaire, contre révolutionnaire, conduisant au rétablissement de l'esclavage en 1802 et à l'envoi de ses troupes pour renverser la révolution triomphante du peuple haïtien.

Les nègres à qui on refusaient leur humanité, qu'on avait rangés au rang d'animaux, sans les moyens de la puissance coloniale, sans les armes de la plus grande armée du monde, mais avec leur sueur et leur sang, leur courage et leur cœur, leur fierté et leur dignité remportèrent la victoire.

MATJOUKANN LANG MATINIK, AFRITJEN. LA MATRICE AFRICAINE DE NOTRE LANGUE

Dans les discours relatifs à notre langue maternelle, souvent sont tenus des propos qui ont la caractéristique essentielle d'être ambigus. On constate la même durabilité et la même persistance qu'ils soient prononcés par des personnes qui font autorité sur la langue ou par des politiques sensés être responsables de la culture ou de l'école dans notre pays, et par projection du bien être de notre peuple et du développement de notre nation.

Osons paraphraser Fanon pour dire que c'est « bouches noires et langage blanc »

Les interrogations que provoquent ces discours sont d'autant plus nombreuses qu'il y a toujours un cheminement manifeste de minorisation de la question. Ceci amène à une réflexion sur le pourquoi de cette constance quand surtout on entend dans le même temps un exposé d'identité spécifique couplé d'un énoncé dit de responsabilité du pays.

A ne pas vouloir être outrés par pareilles discordances, nous sommes donc contraints d'interpeller notre société, notre histoire, notre assujettissement. Force est de constater que les messages de Fanon, de Césaire, de Ménil et d'autres, que certains citent souvent, ne leur sont pas parvenus. Autrement dit, dans la balance de la conscience, l'histoire n'a pas eu d'emprise sur eux, l'aliénation pèse beaucoup plus que l'identité supposée, même chez ceux qui se présentent comme « afrodescendant.es » donc sensé.es affirmer une identité africaine, en dépit et malgré la pratique lissée du nuancier de couleurs ou de teints, ou encore de « tinon » souvent bestial ou animalier.

Une certitude c'est que l'agitation de la langue comme prétendue identité est une comédie de langue, aliénante, vecteur de l'emprise coloniale, pour perpétuer le crime comme l'a exhorté LYNCH.

Une autre certitude c'est que les colons dominant la société ont décidé que tout ce qui était issu des territoires volés, occupés, était inférieur à ce qui était issu de l'Europe (hormis les richesses de ces peuples qu'ils pillaient) et devait être distingué. Ils ont baptisé les eurodescendants nés dans ces pays de « créoles ». Dans la même logique ils ont qualifié notre langue d'idiome bâtard, de produit exogène, de patois généré par l'incapacité de nos ancêtres à parler la langue de Molière, de « créole », transposant leur schéma de variations, de variabilité, selon les régions de leur pays, sur le langage des esclavagisé.es.

Les africain.es esclavagisé.es ont structuré une langue.

Or c'est à partir de la racine structurelle de leur langue, à partir de leur langage de la maison Afrique que les Africain.es structurèrent une langue en accordance avec les européen.es et les eurodescendant.es du fait de l'obligation de la relation sociale dans l'organisation du travail.

Marx et Engels ont écrit : *« Le langage est la conscience réelle, pratique, existant pour d'autres hommes »*.

Ceci nous amène à comprendre que les africains qui venaient de divers lieux parlaient des langues différentes mais avec des traits communs et ont construit un système d'expression articulé dans le dualisme des rapports sociaux, maitre-esclave et esclave-esclave.

Sans développer l'analyse de cette problématique, on peut dire que comme toutes les langues la nôtre est née dans un carrefour physique, social, culturel, spirituel, intellectuel.

On obtient une résultante qui intègre les échanges dans la vie quotidienne tant entre les groupes qu'entre les personnes.

Si l'identité des déporté.es a une forte em-

MATJOUKANN LANG MATINIK AFRITJEN.
LA MATRICE AFRICAINE DE NOTRE LANGUE.

preinte africaine, la langue qu'ils/elles développent a une forte matrice africaine. La langue étant essentiellement culture, le système de communication est donc un instrument qui intègre des dimensions interculturelles. Autrement dit notre langue comme toutes les langues (sauf les langues arbitraires dictées) se fonde dans un milieu où émergent des groupes en contact avec des caractéristiques propres et où les individus s'expriment en fonction de leur vécu soit individuel soit collectif.

Nous sommes loin de la vision véhiculée par les colonialistes considérant toujours qu'ils sont le centre et ancrés dans leur modèle raciste suprématiste - (européens et non européens), (blancs et non blancs) - ainsi que dans leur doctrine jacobine, ils n'admettent que ce qui est parlé n'est qu'un baragouin utilisant des mots du français mal compris. Pour se faire comprendre par la majorité des eclavagisé.es qui sont différent.es, ils se font violence d'utiliser ce moyen de communication, pour assurer la rentabilité de leur capital, le profit mérite bien ça.

Voilà une société avec d'un côté ceux qui dominent et qui parlent français et de l'autre ceux qui subissent le joug esclavagiste et colonial qui ne parlent pas français, qui n'ont pas de langue commune et qui doivent déterminer un dénominateur commun entre eux et un plus petit langage commun avec les maitres.

Une ségrégation linguistique réelle

Donc la majorité de la population ne parle pas français et la ségrégation raciste, sociale, linguistique est réelle, elle dure encore aujourd'hui. Il y a une véritable séparation, un apartheid, mais les nécessités du système socioéconomique font que si un langage commun est utilisé, le primacisme s'impose, les deux langues n'ont pas le même statut.

Par exemple une illustration holistique du phénomène est donnée par le fait que les non-blancs qui immigrent en Martinique et ailleurs, comme les indiens, apprennent et utilisent le non-français, il en est de même pour la communauté arabe, deuxième en importance, ou des chinois. Le blanc use du français, le non-blanc intègre le non-français.

Pour manifester sa supériorité et sa prédominance le colon a donné à la langue le nom de « créole », puisque née dans les colonies. Il a identifié la langue à lui, au « créole », nommé par ceux qui dominent depuis la métropole. Tout ce qui concernait la communauté des non-blancs était ramené à ce qui était la caractéristique de l'eurodescendant dominateur en colonie, de par son origine. Ils ont globalisé le « fait créole » et y ont enfermé la langue.

Or il est évident que la structure de la langue n'est pas celle du français, du françois ou du francien. Dans sa forme et son contenu, elle n'est pas descendante du latin, elle ne nait pas de nulle part, elle porte les cultures africaines. Certes elle intègre un lexique français en fonction de l'environnement comme aujourd'hui tout ce qui a à voir avec les « nouvelles technologies » dans la langue française est de l'anglais. Si le langage n'était que du français dégradé ou mal parlé, pourquoi dans 2 pays ayant une histoire similaire, semblable, commune, Guadeloupe et Martinique, avec les colons dominants venant tous de France, parlant le même français, n'ont pas la même langue même si le lexique est

presque le même. Il y a un facteur lexical et un facteur grammatical et il ne faut pas confondre le facteur incorporant et la facteur coordonnant pour effacer celui qui ne convient pas à l'objectif.

Pour ce qui est de notre langue, ses métaphores, son expression symbolique, souvent traduite dans la répétition, son alphabet des sons, sa phonétique, ses règles de grammaire, sont loin du français, donc pour les dominants francophones, cet élément de communication n'est pas au rang de langue. Il est ignoré, escamoté, dissimulé, interdit, réprimé que ce soit dans l'administration, à l'église, à l'école, il est admis par nécessité sur les habitations.

De manière institutionnelle comme dans le quotidien notre langue ne pouvait pas avoir d'autre statut que celui de dominé, avec en même temps pour les dominants, la fonction de véhicule de l'aliénation. Ils développent une conception partielle étroite de la langue et de son utilisation, puisqu'elle est vouée à se plaquer sur le système à savoir l'oppression raciste, l'exploitation capitaliste, la domination colonialiste.

Dans leur logique du centre européen, tout ce qui était sur les territoires occupés étaient leur, donc si les déportés étaient captifs, leur parler était captif, ils ont décidé la langue captive, pouvant être traitée selon leur volonté, selon les critères appliqués aux captifs.

Mais pour nos ancêtres la langue était un facteur identitaire, en même temps un facteur de résistance, un élément préposé qui accompagne la conscience de race, de classe, de nation, un produit de leur imaginaire révélateur de la souche invisible ou cachée.

Un tel constat est parlant, révélateur que tout était fait pour discréditer la langue, la mépriser, la dénaturer, la réduire, l'assassiner, en conformité avec le crime colonial.

Comment peut il en être autrement quand pour le pouvoir colonial français, il n'existe pas de peuple martiniquais, comment pourrait il exister une langue martiniquaise, sauf à accepter que ces gens des iles, des colonies, des outremer, puissent avoir un langage folklorique servant d'expression primaire, réducteur de la pensée sans accès au rang des langues, donc voué à l'extinction, comme beaucoup d'autres langues.

Dans le système colonial l'inégalité est la règle, même pour les langues.

Dans le système colonial, capitaliste, raciste, discriminations et inégalités sont la règle qui s'impose aussi à la « langue vernaculaire », au « dialecte », au « patois ».

Pour les colons, la bourgeoisie, les békés, la langue est un instrument qui doit contribuer au maintien du système esclavagiste, colonial, dans ses vicissitudes, la garantie que l'ordre, la règle seront entendus, compris, respectés, exécutés car ils sont conçus, rédigés, présentés dans la langue française, ceci dans la communauté illusoire maitre-esclave.

Pour les Africains la langue est une représentation collective intellectuelle pour la constitution d'une communauté avec la diversité des éléments souches qui sont apportés régulièrement par les nouveaux déportés. Elle façonne la conscience individuelle et collective.

De même qu'il y a une conscience collective qui se configure dans le rapport social du travail avec laquelle on s'accommode, il y a une qui se bâtit dans une dichotomie, français/non français, dans une construction composite avec les richesses du moule africain.

Si la langue est de la superstructure du système socioéconomique, elle a sa propre dynamique autonome elle n'est pas dépendante des variations de l'infrastructure ainsi même après la fin de l'esclavage en 1848 toute cette architecture se maintient.

MATJOUKANN LANG MATINIK AFRITJEN.
LA MATRICE AFRICAINE DE NOTRE LANGUE.

Les rapports sociaux de même essence se perpétuent avec une administration de nouvelle apparence et une adaptation des institutions.

Le conseil de la colonie dans la logique de l'assimilation ouvre l'école à tous. C'est le début d'un processus pervers qui conduit à la régression de la langue pouvant conduire à sa disparition puisqu'à l'école le « créole » est interdit. Celui qui le parle est puni. Il est dit et répété : si ou pa lé alé an kann fok palé fransé. Le discours est que pour parler bien le français il faut tuer le « créole ».

La langue dévalorisée, il ne peut être question de l'enseigner, et il faut l'écarter le plus possible de la vie publique et culturelle. Mais la langue avec son socle riche de la solidité de l'histoire de ses sources, résiste et en partie trouve un refuge d'honneur dans l'espace de la pratique de l'expression culturelle populaire, dan pit, dan jé, dan bwè, dan manjé, dan chanté, dan dansé, dan kannaval, dan vey…, là où il n'y a pas d'autorité, là où la tradition, dans le sens de la préservation et de la transmission, peut être conservée et affichée. Et elle représente un élément majeur de l'histoire de Martinique.

Il fallait aussi ne pas favoriser le développement de la langue car elle peut permettre une ouverture dans la caraïbe et servir la solidarité entre les peuples opprimés qui luttent pour leur souveraineté.

Depuis 1946 avec le processus d'assimilation en marche forcée, l'agression linguistique s'est renforcée notamment à l'école. Au nom de l'égalité de la non discrimination on a renforcé le fait français, le fait blanc, dans l'éducation et dans l'instruction comme avec « *nos ancêtres les gaulois* » ou « *la petite fille aux joues roses et aux yeux bleus près de la cheminée* » etc.

Si les générations d'aujourd'hui ne parlent plus tellement et ne maîtrisent plus, la langue de nos ancêtres, c'est le résultat de la politique conduite pour une destruction culturelle de manière systémique pour parfaire l'aliénation, conforter l'assimilation, en écartant notre langue et en imposant l'hégémonie du français.

En ces temps de virus mutant autant, quand on entend souvent des gens parler « créole », parfois enseignants qui de surcroit sont habilités à enseigner le « créole » on se demande si on n'assiste pas à une croissance de mutants linguistiques qui parlent un frankréyol, un français régional dans la logique qui conduit à ce qu'ils ont classé notre langue, langue régionale de l'Europe en 1999.

Quand on voit comment et combien le créole haïtien est reconnu et utilisé ailleurs comme dans l'administration de la ville de New York aux USA ou à l'UNESCO, comment dans d'autres pays est organisé le bilinguisme, comme récemment les décisions prises par Sainte Lucie et Dominique, on doit se dire plus que jamais que nous n'avons rien à attendre de la politique linguistique du gouvernement colonialiste français, rien à espérer des programmes élaborés par le ministère français de l'éducation appliqués dans l'école chez nous. Pas sé primié lènmi lang nou.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par le fait que des dispositions ont été prises pour le « créole » à l'école, du primaire à l'université, après des revendications et des actions de certains. C'est comme pour les travailleurs qui luttent et obtiennent satisfaction à des revendications et à peine appliquées elles sont remises en cause par le patronat ou le gouvernement.

Le mépris colonial

Par exemple pour l'enseignement de la langue à l'école il y a toujours des problèmes, des remises en cause, comme le fait d'absence de pratique des cours parce qu'il n'y a pas de professeur ou parce qu'il n'y a pas assez d'élèves volontaires. Cette problématique

ne se pose pas pour d'autres matières. On a inventé une habilitation avec une formation au rabais qui a vocation a faire du chiffre de diplômes délivrés, ce qui ne se fait pas pour d'autres langues ou d'autres disciplines. Cela traduit le mépris colonial, le dédain vis-à-vis de notre langue et de notre culture comme le manque de sérieux quant à l'avenir de nos enfants.

Il faut la mise en œuvre d'un bilinguisme scolaire, enseigner notre langue comme on enseigne le français avant d'apprendre d'autres langues, car en dépit des jérémiades d'aliénés attardés qui gonflent leur majol kon an zandoli rotjet latjé koupé, pour donner des leçons dans un français cahoteux qui est le reflet de ce que, comme ils n'ont pas appris le « créole » ni absorbé la culture martiniquaise, ils ont des difficultés à suppurer celle de l'eu-

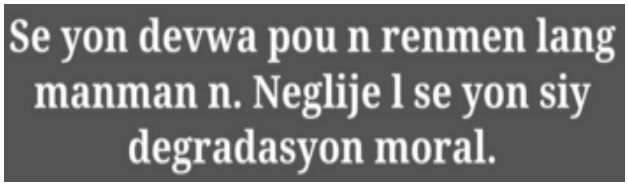
ropéen, yo adan an konba baton épi lang lotla, lang bétjé-a. Créolisme ou aliénation ?

Toutes celles et tous ceux qui aiment notre langue, tous les amoureux.es de notre culture, toutes celles et ceux qui entendent défendre notre patrie doivent s'engager dans la défense de notre langue, pour empêcher sa disparition progressive pour qu'elle puisse se vivifier pour se perpétuer.

Pour une offensive régénératrice de notre langue, le Martiniquais.

Cela impose que nous ayons pleinement conscience de ce que notre langue, le Martiniquais, est l'affaire des Martiniquais.es et que nous devons unir et mobiliser nos forces pour atteindre l'objectif de sa libération du joug hégémonique du français.

Lang Matinitjé sé lang ki bwaré tout matinitjé, sé li ki pé ba nou plis fos pou pété chenn



ki an tet nou toujou, sé li ki pé ba nou fos libéré pli fasil tet nou, tiré tout fren ki andidan'y, tout konpleks ek manniè wè épi jijé, tou sa yo mété an tet nou, ki pa ta nou.

Yo té mété tanbou adan an léta pou sé an bwa, an mòn, an razié, i té bat, i rivé ka bat an lari, an salon, an légliz, ka fè moun soukwé, ka fè moun dansé, pas sé ta nou, i an tjè nou, sé fos nou.

Yo mété lang-la an mépri, an mové mès, andéwò lékol, andéwò légliz, nou za fè'y doubout pou i mòdé titak, pas sé ta nou, i an tet nou, sé lang manman nou.

Kontel tété pa janmen two lou ba lestonmak, lang nou pa two lou pou i palé toupatou, i li toupatou, i matjé toupatou.

Chanjé larel, pou ba lang-la balan i bizwen, ka rantré adan an révolision sosial, an révolision politik.

Notre peuple est la résultante de la résistance à l'oppression malgré toutes les difficultés tous les obstacles, il a constitué un élément majeur de notre culture, notre langue et l'a placée au centre de notre vie. L'intérêt que nous devons porté à notre langue ne doit pas être anecdotique

Face à la politique idéologique, méthodique, mortifère, qui veut parvenir à l'exécution culturelle de notre langue, eu égard au risque que le Martiniquais soit victime d'un assassinat culturel peut-être avant que la bourgeoisie coloniale ne termine son action génocidaire dont fait partie notre empoisonnement massif, nous devons puiser dans la quintessence de notre histoire, de notre culture, l'énergie pour promouvoir une offensive régénératrice de notre langue, le Martiniquais.

POU RI

KOVID LA, MÉ DÉBOUYA LA TOU !

Kon anlo moun, Siréné pri an zafè kovid-la, za ni dé mwa i kouché lopital, jòdi i pa ni pies mas oksijen an fidji'w, i ka santi kò'y annod pou'y rantré bò kay, mé pèsonn pa ka di ayen, i katjilé épi i pran téléfòn-li ek kriyé lopital.

- Alo ! bonjou madanm, souplé ! es man pé palé ba moun-lan ka ba nouvel sé malad-la ?

Pas man bizwen sav kouman makoumè mwen ki malad épi kovid-la yè.

Misié, ki non makoumè'w-la épi ki limévo chanm-lan ?

Sé man Siréné Alma, chanm-la sé 208 .

Man ka mété'w an kominikasion épi reskonsab sèvis 2B.

Bonjou, sèvis 2B, ki sa ou lé sav ?

Man té lé ni nouvel man Siréné Alma ki adan chanm 208 souplé ?

An ti moman, man ka jété an zié asou dosié'y ba'w.

Man Alma bien, I pa ni mas oksijèn ankò, yo za débranché tout bagay, I ka manjé bien é doktè-a pé ké tadé pou fè'y sòti adan dé ouben twa jou.

Bondié mèsi, mèsi ! Man kontan ! Man kontan !

Manniè ou kontan-an, man Alma sé an bon kanmarad ouben lafanmiy ?

Awa ! ou pa wè'y ! Ni yonn, ni lot ! Man sé man Siréné Alma chanm 208 ! kon pèsonn pa ka di mwen ayen sé pou sa man fè an kout débouya.

WÈ ! WÈ ! PA NI PLI MANTÈ KI YO !

Eleksion pres rivé, an kandida ka siyonnen tout kwen péyi-a, i rivé adan an koté an fondok lakanpann.

I ka mandé sé moun-la ba'y kamo asou gwo pwoblem yo ni .

An jenn boug ka di'y :

- Primié pwoblem nou sé pwoblem lékol pas nou blijé fè anlo tjilomet pou mennen ti manmay nou an bouk é sa red toubannman.

Lamenm kandida-a pran téléfòn-li, douvan sé moun-lan fè an limévo, alé titak pli lwen é koumansé palé an kalté manniè éti pésonn pa konprann ayen, lè i fini, i di :

Bon pwoblem-la za pres réglé ! Ki sa ki ni ankò ?

Déziem pwoblem-la, fok ou sav isi-a pa jenmen ni rézo ba pies kalté téléfòn é nou blijé alé asou mòn-la pou pé sa téléfonnen.

POU SOUKWÉ SEWVEL NOU !

Zafè loto-a. Pa loto pou vwéyajé mé loto pou genyen lajan !

Lè ou ka jwé loto, pou genyen fò, sé 5 bon limévo pou ni asou 49.
Kidonk sé 1.906.884 model manniè ou pé koché sé kaz-la. Sé anlo.
Si sé pou genyen pi gwo lajan-an, fok mété an limévo chans asou 10.
Alè, sé an chans anlè 19.068.840 ou ni di trapé wotè lajan tala.
Anni di sé an chans asou 20 milion ou ni di genyen gwo lo-a.
Mé pa konprann sa fasil pou trapé an lajan pli piti.
Sé an chans asou pres10 000 ki ou pé genyen an lajan épi 4 bon limévo.
Fok sonjé sa, katjilé wotè chans ek wotè lajan'w, avan ou mizé.

8° CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN

Le 8° congrès du parti communiste cubain s'est tenu à La Havane du 16 au 19 avril 2021.

Il a débuté à la date anniversaire de la proclamation par FIDEL du caractère socialiste de la révolution en 1961 et s'est terminé le 19 Avril date du 60° anniversaire de la victoire de l'armée rebelle et du peuple cubain, contre les forces armées des USA lors de l'agression de Playa Giron. Faits qui ont renforcé l'unité des révolutionnaires et fortifié la cohésion entre le peuple et les dirigeants qui ont stimulé la création du Parti en 1965.

Ce congrès revêt un caractère particulier, il est comme une phase de transition, car c'est la première fois où les principaux dirigeants ne sont pas ceux qui ont triomphé avec l'armée rebelle en 1959.

Comme cela avait été prévu Raoul CASTRO laisse le poste de premier secrétaire. Il est remplacé par Miguel DIAZ CANEL qui, il y a 3 ans, était élu au poste de Président de la République, qui est né après la victoire de 1959, et qui n'a connu que Cuba socialiste subissant un blocus inhumain imposé par les USA depuis 60 ans.

Dans le discours du Comité Central présenté

Le Congrès a élu les membres des organes dirigeants du Parti, Bureau Politique, Secrétariat, Comité Central dans la ligne de renouvellement des cadres, pratique significative depuis le 6° congrès. Beaucoup d'entre eux sont de la génération d'après 1959, et les camarades de 1959 qui avaient encore des responsabilités sont partis.

Les dirigeants et le peuple cubain doivent affronter une situation difficile qui rappelle en partie la période spéciale par le fait que la pandémie a affecté fortement l'économie du pays, le tourisme qui a pris une importance majeure depuis quelque temps est à l'arrêt. Sur l'année 2020 le Produit Intérieur Brut du pays a diminué de plus de 10%.

Il ne faut pas oublier que le blocus continue de peser gravement de manière négative sur les conditions de vie de l'ensemble de la population. Le territoire de Guantanamo est toujours occupé par la base militaire US. Les agressions et les campagnes mensongères contre la révolution et le socialisme sont toujours en vigueur.

En résumé le nouveau secrétaire général a assuré que le Parti communiste jouera plus que jamais son rôle d'avant-garde de la Révolution et de guide du peuple cubain. Il a dit que le programme du Parti est de défendre la Révolution socialiste, et d'améliorer le travail des militants pour avancer dans les réformes nécessaires, pour changer ce qu'il faut changer, pour perfectionner le socialisme. Il a souligné l'importance des conclusions du congrès et précisé que chacun.e à son poste doit assumer avec efficacité les tâches qui lui incombent dans l'intérêt de la nation pour l'unité de la patrie. Il a rappelé que la fermeté idéologique et l'intensité du travail politique sont les garants concrets de la marche en avant, avec la participation de la population dans la gestion des institutions et du quotidien du peuple dans le processus révolutionnaire. La ligne qui sera suivie sera dans la continuité de l'œuvre accomplie depuis 1959 Elle sera celle de l'indépendance nationale et celle de la souveraineté du peuple sans faiblesses et sans concessions. Il a réitéré la position de Cuba pour apporter l'aide nécessaire partout dans le monde dans toute la mesure du possible. Il a renouvelé la solidarité avec les peuples du monde contre l'impérialisme, le colonialisme, pour l'autodétermination, pour la paix.

Le congrès s'est terminé comme un moment historique pour poursuivre l'action, pour continuer la lutte dans la continuité du socialisme.

HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !

Message au 8ème Congrès du Parti Communiste Cubain

Camarades,

Nous adressons aux participants au 8° congrès du Parti Communiste Cubain, nos salutations fraternelles.

Le triomphe de l'armée rebelle en 1959 a ouvert la voie au peuple cubain pour une révolution au profit de ceux qui étaient victimes du régime dictatorial de Batista soutenu par les Etats Unis qui ont tenté par tous les moyens d'abattre la révolution.

Le peuple Cubain a toujours répondu présent pour la défense de sa révolution à l'image de la bataille de Playa Giron il y a 60 ans, au terme de laquelle Fidel a déclaré :« *L'impérialisme yankee vient de subir en Amérique latine sa première grande défaite !* »

Cette victoire du peuple Cubain a été un flambeau qui a éclairé le chemin des peuples du monde dans leur lutte pour l'indépendance et la liberté.

La ligne qui a présidé à l'évolution de la société cubaine est celle procédant de la liaison entre les masses populaires et les dirigeants du Parti dont Fidel a dit : *« notre Parti est né de fait dans l'union étroite de tous les révolutionnaires et du peuple travailleur, il a surgi dans le feu des combats en défense de la Révolution »*

Depuis sa création le Parti a été guidé par des dirigeants qui ont honoré la confiance que les militants, au nom du peuple ont mis en eux. Fidel, durant des années et Raoul durant une décennie ont assumé les plus hautes responsabilités avec toujours des orientations adoptées afin de chercher à répondre au mieux aux aspirations légitimes du peuple.

Aujourd'hui, nul doute que l'expérience du Parti et de la Révolution contribueront à faire en sorte que les militants sauront faire le bon choix pour que la ligne suivie soit celle des valeurs et de l'idéologie qui ont orienté la conduite de la révolution durant les six décennies écoulées, qui ont permis au peuple d'affronter les difficultés avec la détermination de les franchir et de déployer tous les efforts pour la défense de la Révolution et du Socialisme.

Les succès remportés par Cuba socialiste ne sont pas seulement au profit du peuple cubain mais aussi dans l'intérêt des peuples du monde. Tout au cours de ces 60 ans Cuba a toujours été présente aux cotés des peuples en difficulté ou en lutte pour leurs droits. Actuellement encore elle est un exemple dans la situation de la pandémie due à la COVID.

Ce congrès est une nouvelle étape qui se situe dans la continuité du processus révolutionnaire sur la base des principes qui ont permis de consolider le socialisme sous la direction du Parti.

Nous réitérons au Parti Communiste Cubain notre fraternité et au peuple cubain notre solidarité.

Nous vous souhaitons plein succès en votre 8° congrès.

Salutations communistes

Martinique Avril 2021
Pour la Coordination Nationale
Jean Pierre ETILE

PALESTINE :
ISRAËL PERPÉTUE LE MASSACRE

Le mois de Mai a une résonance particulière pour le peuple palestinien.

C'est le 15 Mai 1848 qu'a commencé le calvaire ponctué de malheurs, de vexations, de brimades, de contrôles, d'expulsions, de persécutions, d'arrestations, d'emprisonnements, de tortures, de tueries, de massacres, dont sont victimes, enfants, femmes, hommes, personnes âgées, au quotidien depuis 73 ans et qui se comptent par millions.

Aujourd'hui, en ce mois de Mai 2021, avec cette nouvelle agression de l'armée, viennent s'ajouter les cadavres de tous âges, des morts qui se comptent déjà en centaines et des blessés qui se comptent en milliers. Le bilan ne cesse de s'alourdir, et risque d'être très important, vu les bombardements intensifs, le véritable déluge de feu qui s'abat sur Gaza.

Cela nous remémore le massacre de 2014 à Gaza lorsqu'Israël a mené l'opération "Bordure protectrice", qui a duré 2 mois au cours de laquelle, selon l'ONU environ 2 400 palestinien.es ont été tué.es, dont 560 enfants et 12 000 blessé.es. A cause des destructions massives d'immeubles, plus de 100 000 personnes se sont retrouvées sinistrées, certaines à ce jour n'ont pas retrouvé de logement correct. En effet le blocus inhumain imposé à Gaza par Israël empêche l'approvisionnement en matériaux nécessaires à la reconstruction, qui n'est pas chose facile sur un territoire de 365 km² soit un tiers de la Martinique pour plus de 2 millions d'habitants soit une densité de 5 375 hab. / km2.

En 2014 le nombre total de victimes de l'armée israélienne dépasse les 20 000.

De même en 2018 lors des manifestations en bordure de la bande de Gaza des palestiniens réclamant le respect de leur droit au retour reconnu et réaffirmé par l'ONU, ce sont 28 000 palestinien.es qui ont été bléssé.es. Le total de victimes de l'armée durant l'année 2018 est de 32 000.

L'ONU évalue le nombre de palestinien.es tué.es, depuis l'année 2008 par l'armée, à près de 6 000 pour un total de victimes, morts et blessés, d'environ 130 000, soit sur une décennie, l'équivalent du tiers de la population de Martinique.

Ceci montre l'importance des actes de barbarie de l'État juif sioniste perpétrés en toute impunité.

C'est une répression violente, sans aucune limite dans la barbarie et la férocité en conformité à toute opération coloniale, menée par une idéologie d'osmose entre sionisme et colonialisme, de symbiose entre racisme et nazisme, le sionazisme.

Dans sa pratique d'apartheid, inhumaine, méprisant totalement les droits humains et les droits des peuples, Israël bénéficie du soutien et de la complicité des tenants du capitalisme et de l'impérialisme dans le monde.

Aujourd'hui encore de BIDEN à MACRON, pâles figures de sionistes agenouillées, ils sont nombreux les chefs d'État qui répètent qu'Israël a le droit de se défendre, quand le déclenchement de ce nouveau bombardement est provoqué par une opération de nettoyage ethnique de plus, conforme aux opérations nazies, pour poursuivre la politique coloniale jusqu'au génocide du peuple palestinien et la réalisation du grand Israël « Eretz Israël » terme religieux de la tradition juive, objectif des sionistes, si cher à NETANYAHOU.

Tout est fait par ces figures de proue cachées, pour ne pas condamner Israël et par une habile girouette, par une ruse diabolique, avec une parure de pacifiste, sans vergogne renvoyer dos à dos, colonisateurs et colonisés, voleurs et volés, agresseurs et agressés, assassins et victimes.

Du fait du rôle du lobby sioniste, Israël, État illégal et illégitime, le seul au monde qui n'a pas de frontières définies et qui n'a pas de Constitution, où la torture est légalisée et le racisme institutionnalisé, durant toute son existence n'a jamais respecté une seule décision de l'ONU, parmi les nombreuses adop-

PALESTINE :
ISRAËL PERPÉTUE LE MASSACRE

tées pour dénoncer et condamner sa pratique constante de mépris du droit international, ses crimes de guerre… Il n'a jamais fait l'objet de sanction.

Ce rôle du lobby est tel, qu'Amnesty International a dénoncé « *le mépris flagrant* » *«pour la vie des civils israéliens de la part des groupes armés palestiniens»*.

Face à cette politique et la répression utilisée pour l'appliquer, le peuple palestinien n'a jamais kayé. Malgré les importants moyens les plus modernes, les plus sophistiqués dont disposent les forces armées israéliennes, la résistance palestinienne a toujours maintenu avec force et courage bien haut le drapeau de l'espoir de tout le peuple pour mettre fin à un crime inhumain dont il est victime, pour mettre fin à la nuit coloniale, récupérer sa terre et recouvrer tous ses droits, pour exercer pleinement sa souveraineté..

En ce début du mois de Mai 2021 les Palestinien.es de Jérusalem refusent d'abdiquer, de renoncer à leurs biens et leurs terres, dans cette ville occupée illégalement par Israël. Les familles refusent l'expulsion, le vol de leurs maisons, de leurs terres. Les Palestinien.es disent NON à cette énième injustice, à ce énième crime, car chaque année ce sont plus d'un millier de palestinien.es qui sont expulsé.es, de leurs maisons, chassé.es de leurs terres, sauvagement sans aucun dédommagement, pour permettre le développement illégal des colonies juives.

C'est tout le peuple palestinien qui est avec ces familles, dans la Palestine occupée comme à Gaza. Ce sont les femmes et les hommes épris.es de dignité, de paix, partout sur la planète qui sont aux côtés du peuple palestinien dans ses actes de légitime défense.

Le PKLS condamne vivement le massacre dont sont victimes les palestinien.es.

Le PKLS dénonce le silence complice des instances internationales et la collusion de tous les soumis au sionisme.

Le PKLS réaffirme sa totale solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte héroïque.

Le peuple palestinien lors des moments cruciaux de sa résistance comme lors des Intifadas, comme dans les actes quotidiens, a montré son profond génie et combien son énergie lui permettait d'affronter l'ennemi sioniste, parce qu'elle vient des entrailles d'un peuple en lutte pour sa liberté.

En 73 ans le peuple palestinien a compris dans la lutte pour la vie, qu'il doit compter avant tout sur lui-même. Son expérience lui a enseigné que seule la résistance armée lui a évité le pire à savoir la conquête totale de Palestine et la disparition du peuple palestinien, inscrits dans le projet sioniste.

Cette fois encore il saura, même au prix fort, trouver les ressources pour défendre sa patrie, son existence. Le sang des combattants, des martyrs est la sève du cœur de la Palestine qui circule en chaque palestinien.ne, nourrissant l'espoir d'une Palestine indépendante.

Au bout des sacrifices se trouve la victoire.

NON AU NETTOYAGE ETHNIQUE.
HALTE AU MASSACRE DES PALESTINIEN.ES.
GAZA RESISTERA, PALESTINE VAINCRA !
VIVE LA PALESTINE LIBRE !

La Palestine

Souvent nous sommes interpellés par des gens qui disent que souvent on parle du conflit « israélo-palestinien » mais ce qu'est la Palestine n'est pas clair. Dans nos articles nous traitons de la situation actuelle en Palestine et de la politique colonialiste d'apartheid, des sionistes qui dirigent l'État d'Israël. Nous présentons ici un bref aperçu historique de la Palestine.

La Palestine est d'un point de vue historique une région fortement présente dans l'histoire notamment avec les 3 religions monothéistes : le Judaïsme, le Christianisme, l'Islam qui y sont nées.

Ce territoire a des traces de la présence de l'homme depuis très longtemps, il est dit que ce serait là où les premiers humanoïdes partis d'Afrique se seraient installés. On retrouve des éléments de leur présence depuis 10 000 ans avant l'ère datée par rapport à Jésus Christ. C'est dans cette région où on a retrouvé les plus anciens vestiges de la sédentarité de l'homme.

Ce territoire a connu des variations dans ses limites du fait de diverses invasions, de conquêtes qui ont conduit à l'intégration dans différents empires.

C'est ainsi qu'il était sous la domination de l'empire romain quand naquit Jésus de Nazareth. Il fut aussi le lieu des opérations des croisades chrétiennes un siècle après.

Ce qui est la Palestine dans la configuration du début du 20° siècle faisait partie de l'empire ottoman et était considéré comme une province de cet empire. Durant la guerre 1914 –1918 les sionistes sous la houlette de Rothschild ont demandé à l'Angleterre de favoriser la création d'un État juif ce qui fut acquiescé par le ministre BALFOUR, et qui a été dénommé la déclaration BALFOUR, sur laquelle les sionistes se sont appuyés pour réclamer et imposer leurs volontés par la suite.

Après la guerre, qui fut une défaite pour l'empire ottoman, la Société des Nations, créée en1919, décida qu'une partie du territoire Ottoman serait administrée par la France et une autre par la Grande Bretagne. Ainsi La France administrait ce qui comprend aujourd'hui la Syrie et le Liban. La Grande Bretagne administrait le territoire comprenant actuellement l'Iraq, la Jordanie, la Palestine.

En 1922 la Grande Bretagne décida de donner à l'Émir ABDALLAH la partie à l'Est du Jourdain, près de 80% du territoire sous son mandat, ce qui devint le Royaume de Jordanie. Elle garda sous son contrôle les 20% restant avec le statut de « mandat britannique » sur la Palestine. Autrement dit une colonie britannique.

Ainsi une partie des Palestinien.es ont eu la nationalité Jordanienne. Ceux restés sous « mandat britannique » avaient la nationalité Palestinienne. Tous les habitants de cette partie appelée Cisjordanie ont eu un passeport palestinien.

Depuis le début du siècle et surtout dès la fin de la guerre 1914-1918, les sionistes ont incité les juifs à aller s'installer en Palestine, selon le plan d'occupation de la Palestine élaboré par Théodore Herzl en 1897 et mis en œuvre par l'Organisation Sioniste Mondiale sous le vocable de « foyer national juif ». Ceci au nom de la croyance en une prétendue *« terre promise par Dieu au peuple élu de Dieu ».*

Rappelons qu'il n'y a pas de peuple juif, pas plus de peuple chrétien, musulman, hindou, bouddhiste, vaudou ou athée, il ne s'agit que de communautés de partout, adeptes d'une philosophie qui se traduit dans des préceptes, des cultes… donc d'une religion.

Il en résulté une forte immigration de juifs venant principalement de l'Europe de l'Est, qui vont supplanter la communauté juive présente en Palestine. Signe révélateur, tous les dirigeants des sionistes et de l'État d'Israël durant le 20° siècle venaient de ces pays. Le flux migratoire était si important que les autorités britanniques avaient pris des mesures visant à le limiter mais les manœuvres des sionistes ont permis de contourner toutes les dispositions.

Sitôt après la guerre 14-18, le peuple palestinien s'est opposé à ce projet sioniste. Cette opposition a pris de l'ampleur avec l'intensifi-

La Palestine

cation de l'immigration des juifs dans les années 30.

Cette situation a généré des tensions, des affrontements et les sionistes ont constitué des groupes armés qui agissaient contre les Palestiniens et le pouvoir britannique pour imposer leurs volontés.

Après la guerre 1939–1945 l'ONU, qui a remplacé la Société Des Nations, a voté le 29 novembre 1947 un partage de la Palestine en un État arabe et un État juif et un statut international pour la ville de Jérusalem.

La Grande Bretagne décida de quitter le territoire le 14 mai 1948. Le même jour Ben Gourion leader des sionistes dans le pays, proclama de manière unilatérale la création de l'État d'Israël, un État juif, ignorant totalement les décisions de l'ONU, ne reconnaissant aucun droit aux palestiniens non juifs.

Il regroupa les différents pelotons armés des sionistes pour chasser violemment les arabes de la Palestine avec des opérations de tueries et de massacres à l'image de celui du village de Deir Yassin au cours duquel les sionistes ont tué plus de 100 palestiniens pour créer un climat de terreur incitant à fuir, à partir à l'étranger. C'est ce qu'ils ont répété un peu partout en Palestine procédant à un nettoyage ethnique obligeant à près d'un million de Palestinien.es à se réfugier dans les pays voisins obligé.es de vivre dans des camps.

Les pays arabes voisins s'opposent à cette opération colonialiste. Ils décident d'apporter leur soutien aux Palestinien.es et entrent en guerre avec l'État d'Israel. C'est le début de ce qui est qualifié de conflit palestino-israélien.

C'est la réalité de la politique colonialiste, raciste, d'apartheid, opérée par les sionistes en occupant la Palestine pour soi-disant créer un « foyer national juif » en y pratiquant un nettoyage ethnique et religieux.

Ceci soi-disant, au nom d'un peuple juif qui n'existe pas, mais inventé pour obtenir satisfaction à leur projet colonial.

La vérité c'est que la création arbitraire, unilatérale de l'État juif sioniste d'Israel en Mai 1948 est le début de la catastrophe que les Palestinien.es appellent « la NAKHBA » qui génère le martyre du peuple palestinien et se poursuit encore aujourd'hui 73 ans après, avec la complicité des puissances du monde aux ordres du lobby sioniste.

Evolution de l'occupation de la Palestine par les sionistes.
En Vert les zones où vivent les palestiniens. En blanc les zones où vivent les juifs.
Depuis 2005 le territoire des palestiniens s'est encore réduit.

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israelienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'espérance pour la victoire.

JE SERRE VOS MAINS

Je vous appelle, je serre vos mains
J'embrasse la terre sous vos souliers
Et je dis : je me sacrifie pour vous

Je vous offre, de mes yeux, son éclat
Je vous offre, de mon cœur, sa chaleur
La tragédie que je vis
Est ma part de vos tragédies
Je vous appelle…

Dans mon pays, je ne me suis jamais abaissé
Ni n'ai courbé mes épaules
Contre mes oppresseurs, je me suis levé
Orphelin, dépouillé et nu-pieds
Je vous appelle…

Dans la paume de mes mains,
j'ai porté mon sang
Je n'ai jamais mis en berne mes pavillons.
J'ai préservé l'herbe verte
Sur les tombes de mes ancêtres
Je vous appelle…

Tawfik ZAYYAD

DÉCLARATION

SOLIDARITÉ AVEC LES LYCÉEN.ES QUI DÉFENDENT LEUR SANTÉ ET LEURS DROITS.

L'école est le reflet de la société, chez nous comme ailleurs, elle vit selon le système socioéconomique, en fonction du statut politique, suivant les variations que lui imposent les responsables.

La pandémie de COVID affecte toute notre communauté et des décisions sont nécessaires afin de répondre au mieux aux exigences de la gravité de la situation y compris dans le fonctionnement de l'école.

Le dernier mouvement des lycéen.es est révélateur de la gestion colonialiste de notre pays.

En effet le préfet en parfait autocrate décide tout seul de tout ce qui doit être mis en œuvre. En l'occurrence il ouvre et ferme les écoles comme bon lui semble, méprisant les enseignants et chefs d'établissement, ignorant les élèves, mésestimant les parents et sous-estimant les élus ayant une responsabilité en la matière.

Parfait tableau de la dictature coloniale qui perdure dans son essence criminelle.

Patente illustration du pouvoir absolu détenu par celui que les martiniquais ne connaissent pas, sorti de nulle part, imposé à notre peuple par une autorité administrative pour régenter notre vie. Exemple accompli du caractère anti démocratique du système.

C'est un exemple de plus montrant que rien de ce qui concerne notre vie n'est décidé par nous, que rien n'est fait dans l'intérêt de notre peuple.

Devant les nouvelles mesures incohérentes et absurdes du préfet gouverneur, qui agit tel un bulldozer colonial prédateur, les lycéen.es ont appelé à manifester contre l'autoritarisme exacerbé du pouvoir qui bafoue leurs droits et met leur santé en péril.

La réponse du préfet, du recteur, de celles et ceux qui se vautrent dans le marais politique colonial, c'est de dire aux lycéen.es de se taire car selon eux/elles, leur devoir c'est d'obéir aux décisions prises. Ils menacent les élèves de sanctions dans la logique de la violence répressive.

C'est une négation des droits reconnus aux élèves, qu'ils ont obtenus grâce à leur lutte, c'est en réalité une pratique pour les empêcher d'assumer l'héritage de résistance de nos ancêtres et des révoltes des élèves et étudiants. C'est aussi une manière d'empêcher que se développe une solidarité dans le combat émancipateur.

Les élèves refusent d'être cadenassés dans les établissements, ils sont descendus dans la rue pour se faire entendre. Ils savent que seule la lutte peut leur permettre de mettre un frein au mépris. Ils veulent jouer leur rôle dans la société et font l'apprentissage de la responsabilité dans la construction d'une école martiniquaise et d'une société débarrassée des inégalités et des injustices.

Le PKLS apporte son soutien au combat des lycéen.es pour le respect de leurs droits et dénonce les menaces et sanctions dont ils/elles sont victimes.

Leur action rejoint le combat de notre peuple contre la politique antisociale, injuste et néfaste du pouvoir colonial.

SÉ YONN A LOT, YONN ÉPI LOT!
ANSANM ANSANM NOU KÉ PRAN YO!

Martinique le 26 Avril 2021
Pour le PKLS
J. P. ETILE

Matinik antan lontan

SENPIÈ APRÉ KATASTROF-LA

Matinik antan lontan

FdF : Attente des nouvelles de Saint Pierre

Fort de France : Distribution de secours

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de mars 2014

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 24 — *MARS 2014*

LE REFUS DE PARTICIPER AUX ELECTIONS DES INSTITUTIONS COLONIALES EST UN ACTE DEMOCRATIQUE

RIFIZÉ VOTÉ 23 ek 30 maws 2014

PRAN LARÈL KONBA LIBÈTÉ, KONBA DINYITÉ !

A consulter sur le Site du PKLS : http://www.pkls.org

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : mai 2021
P.K.L.S. MARTINIQUE